rouge
hebdomadaire d'action communiste

NOUS N'ATTENDRONS PAS 89!

VENDREDI 24 MAI 1974 - N° 253 - 16 PAGES - 3 FRANCS

ILS ONT PEUR

« Que le ministre des Finances de Georges Pompidou, en place depuis 1969 ait pu finalement gagner en une phase d'inflation accélérée sans rien offrir d'autre qu'une collection de promesses et la prolongation de sa propre gestion par collaborateurs interposés, me parait proprement stupéfiant, admirable ».

Voilà un commentaire dont Raymond Aron, qui en est l'auteurdans les colonnes du Figaro, se serait bien gardé avant le 19. L'épreuve passée, le cynisme bat son plein. Mêlé d'inquiétude : « Giscard d'Estaing devrait se demander si le langage, la manière qui lui ont permis d'accéder à l'Elysée, la combinaison d'intelligence éclatante et de généralités sans contenu défini suffisent à rassembler et gouverner les Français... »

Dans « le Monde », c'est Michel Drancourt qui appelle à « **recoller les morceaux de la France** » et demande aux patrons de faire quelques sacrifices, de faire eux-mêmes leur nuit du 4 août pour sauver l'essentiel. Car, commente encore Aron, « **la moitié de la France qui l'a emporté dimanche dernier s'est surtout définie négativement** ». Contre le collectivisme, contre les ministres communistes, contre les nationalisations, contre le Programme commun. C'est vrai. Et c'est diablement fragile, ceux-là mêmes qui ont fait bloc risquant de se disloquer face à la politique que, bon gré, mal gré, Giscard devra mener.

De son côté, Mitterrand a repris ses fonctions au PS et affirmé sa présence au lieu d'annoncer sa retraite. L'Union de la gauche va chercher à malmener une nouvelle majorité qui n'est encore qu'une fragile coalition présidentielle. Déjà s'organisent des regroupements qui pourraient venir flanquer au centre l'Union de la gauche et lui permettre le semblant d'élargissement auquel elle aspire. Catesson (secrétaire adjoint du parti radical), Hovnanian (du comité directeur), Jeanneney et Pisani, Jacques Mathieu (du centre démocrate viennent ainsi decréer un « **Comité de liaison du centre-gauche pour la réforme** ».

En effet, l'heure n'est pas au scepticisme, à l'abattement, ou au doute. Seuls ceux qui attendaient trop de ces élections peuvent s'y abandonner.

Car le plus important, c'est bel et bien la poussée sans précédent de la gauche, un vote de plus de 49 % des électeurs, ressenti comme un vote de classe, et qui exprime la majorité sociale, la majorité réelle du pays et non qne simple « moitié » de l'électorat ! C'est bien parce que derrière les brises électorales, ils sentent monter la houle de la mobilisation ouvrière, que tous les bons amis dont se prévalait Mitterrand, les Kreisky, les Den Huyl, les Schmidt, les Wilson, souhaitaient à peine secrètement son échec.

Mais qu'ils le veuillent ou non, le vent nouveau est contre eux. Il vient du Portugal et ne laissera guère de répit à ce président de la peur, ce président sans programme, ce candidat « **des généralités sans contenu** », qu'est Giscard.

Le nouveau président a donné congé aux écoliers pour lundi, afin qu'ils assistent à sa prise de fonction retransmise à la télévision. Il y a là-dedans des réminiscences de courronnement, normales chez un descendant sz Louis XV et un semblant de culte auquel le Maréchal Pétain avait voulu plier la jeunesse.

Le plus jeune président du monde capitaliste s'annonce d'ores et déjà comme le chef d'un régime sénile et décadent.

Un local pour les comités chili !

Le Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien doit libérer le local qu'il occupe actuellement, rue de Vauvilliers. Il lui est accordé un délai de 15 jours : le propriétaire (Jean Edern Hallier) exigeant l'évacuation pour revendre le bail. Le CSLRPC a absolument besoin d'un local pour ses permanences, pour le journal, pour le matériel pour les réunions : appel est lancé à tous ceux qui pourraient lui procurer 3 à 4 pièces (dont une pièce relativement grande) avec téléphone dans le centre de Paris. Faire savoir avant le 1er juin à : CSLRPC, 2, rue de Vauvilliers. Tel. : 236 57 15

meeting avec Ernest Mandel à Lisbonne

Plus de 2000 personnes

Samedi 19 mai, à Lisbonne, Ernest Mandel s'adressait à plus de 2000 personnes lors d'un meeting convoqué à la salle de « Voz do Operàrio » (Voix Ouvrière). organisé par la Liga Comunista Internacionalista (organisation sympathisante de la IVème Internationale), les Comissoes de Base Socialistas, le PArtido Revolucionario do Proletariado et l'União Revolucionària Marxista-Leninista, ce meeting vient confirmer par son succès les possibilités exceptionnelles qui s'ouvrent aux révolutionnaires portugais aujourd'hui, en particulier à nos camarades de la L.C.I.

On a trouvé ça dans :

SUD-OUEST du mardi 21 mai 74

Bulletins secrets

Au nom de la légitimité...

AU nom de la démocratie, la gauche est restée calme après l'annonce de l'élection de Giscard d'Estaing. Si Mitterrand avait été élu, des commandos gauchistes, communistes révolutionnaires ou trotskiste, qui n'ont pas confiance en lui, auraient, au nom de la légitimité, tenté d'occuper quelques locaux officiels et de radios afin de prendre des gages sur le nouveau chef de l'Etat. Un « plan » était prêt. Cela explique les sévères mesures de protection prises par le pouvoir et auxquelles il n'a pas été nécessaire de recourir.

BIEN AVANT CINQ OU SEPT ANS

A peine sortis du tourbillon électoral, il faut garder la tête froide et faire le point, en toute lucidité.

NI CINQ ANS NI SEPT ANS ?

Il faut d'abord considérer l'importance que revêt pour l'avenir, par delà les déceptions électorales, le résultat de Mitterrand au second tour. **Près de treize millions de voix dans un vote perçu, malgré les efforts du candidat pour s'en défendre, comme un vote de classe** ! Plus de 49 % des suffrages exprimés. Si les élections sont une expression déformée (au détriment des travailleurs) du rapport de force, c'est énorme. Se voulant candidat de tous les Français, Mitterrand voulait éviter que cela paraisse ainsi. Pourtant, le fait est là. Les dirigeants du PC et du PS en tirent argument pour consoler leurs troupes et promettre que la victoire qu'ils viennent de frôler, est pour la prochaine fois.

Nous n'en tirons pas la même conclusion.

Il y a eu dans cette campagne une authentique mobilisation ouvrière et populaire. Avec des rassemblements monstres, à Paris, à Toulouse (40.000), à Grenoble (40.000), à Nantes (plus de 20.000), à Marseille, à Nancy... La poussée de la gauche qui n'avait jamais atteint un tel score, reflète à sa façon la montée de la combativité ouvrière, et surtout, six ans après, le contre-coup de la grève générale de mai 68, dont les leçons ont mûri et pénétré peu à peu toute une génération ouvrière.

Ce mouvement en plein essor ne peut être arrêté, encore moins brisé par un échec électoral de quelques 300.000 voix sur 27.000.000 de votants. Il serait naïf de s'attendre à ce que la classe ouvrière en tire dans sa masse des conclusions anti-électoralistes. Mais ce qui est certain, c'est qu'elle a éprouvé et mesuré sa force, senti la victoire à portée et qu'elle n'en restera pas là. D'ailleurs, Mitterrand, lui-même le sent et le sait. Il n'a pas repris le chemin des vestiaires ou de la retraite, il a déclaré : le combat continue..., ni trêve, ni pause... Il ne s'agit pas seulement de bravades après la défaite.

Le résultat sans précédent de la gauche maintient par rapport aux luttes ouvrières, une perspective politique. La campagne de Mitterrand a même atteint l'un de ses objectifs, la réintégration du PCF dans la vie nationale et fait accepter massivement l'idée de revoir des ministres communistes. Mitterrand et les dirigeants de la gauche savent donc que dans une situation économique et sociale difficile, tendue sinon explosive et face à un régime qui trouvera difficilement son équilibre, ils peuvent le cas échéant apparaître comme des sauveurs de la société et une **dernière carte de concorde nationale pour la bourgeoisie** (comme au Portugal), **beaucoup plus qu'à la veille de la campagne.**

L'idée que Giscard ne tiendra ni sept ans, ni cinq ans, n'est en somme pas propre à la seule extrême-gauche.

L'ERE NOUVELLE ?

Car il faut bien mesurer l'importance du second évènement de cette campagne : **la chute du gaullisme.**

Nous en avions décrit le mécanisme implacable. Le régime gaulliste est né sur la base d'une défaite ouvrière. Il a cherché, derrière l'idéologie de la participation, à promouvoir une politique de collaboration de classe, fondée sur l'embrigadement et l'intéressement des travailleurs, par dessus la tête de leurs organisations. Mais le mouvement a récupéré ses forces et mai 68 a consommé la rupture, fait ressurgir, plus actif que jamais le front de la lutte de classe. La politique contractuelle n'était déjà plus qu'une forme dégradée de la participation. Une fois disparu l'homme providentiel et réduit électoralement (en 73), son rassemblement à vocation populaire, le gaullisme ne pouvait que se survivre en attendant l'agonie. L'échec de Chaban n'en est que la conclusion, il n'est en rien imputable à la prestance ou aux fausses manœuvres du candidat.

Le coup mortel date de 68. Le reste était inéluctable et irréversible.

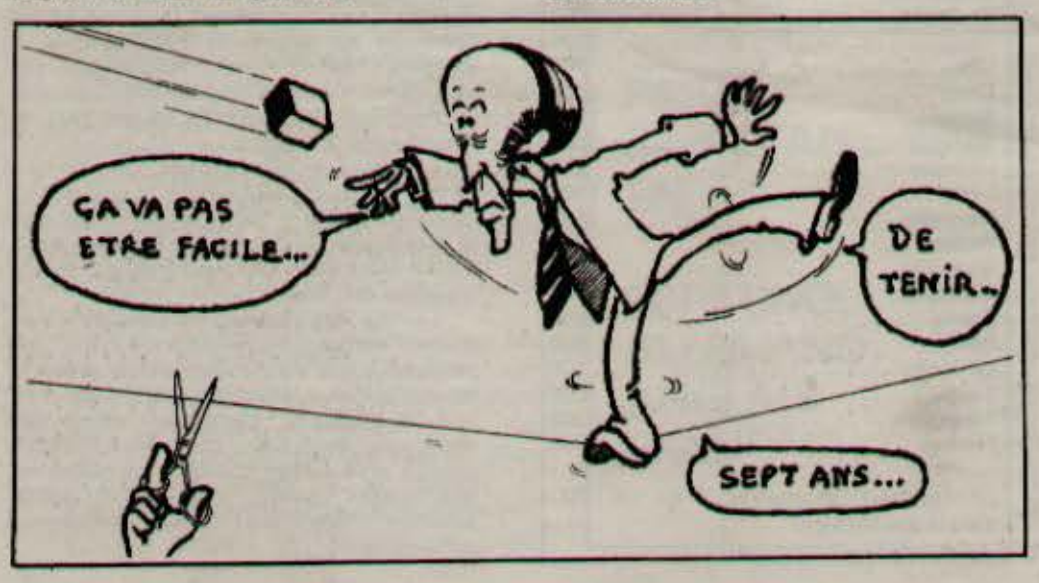
Maintenant, Giscard se retrouve à la tête d'une coalition transitoire et hétéroclite. Il est contraint de dénoncer les contradictions d'un régime conçu par et pour le gaullisme ; d'instaurer un régime présidentiel qui élimine les risques de conflits sans issue entre l'exécutif qu'il incarne et une assemblée qui risque de retomber dans le morcellement et les jeus d'alliances changeantes. Mais, pour cela, il lui faudrait s'appuyer sur un solide parti conservateur. Il n'a qu'une fragile coalition électorale, avec des réformateurs exigeants et une UDR capable de garder ses distances.

Il peut s'ateler à la tâche, mais elle n'est pas simple. **Nous ne sommes pas en 1945** : la base électorale et politique d'un grand parti bourgeois, démocrate-chrétien, teinté d'humanisme social pour collecter les voix populaires n'existe pas. **Nous ne sommes pas aux Etats-Unis** : l'existence d'un mouvement ouvrier puissant et organisé ne permet pas que se rassemble facilement un grand parti conservateur libéral bénéficiaire d'une clientèle électorale populaire.

Giscard a construit sa campagne en se présentant comme le **protecteur** des couches sociales menacées, de tous les petits possédants tentés par Royer. Il a construit sa majorité présidentielle en partant de la **peur du rouge**, contre le péril collectiviste. Mais il doit maintenant gouverner, au compte du grand capital et surtout au détriment de ceux qui l'ont élu, par peur, et appâtés par quelques promesses de saupoudrage social. La coalition est un peu le reflet de cette fragilité sociale.

On comprend pourquoi les vainqueurs du 19 mai ne plastronnent pas outre mesure, et s'efforcent d'avoir le triomphe modeste. C'est qu'ils **sont terriblement inquiets.**

La seule issue et certains lorgnent de ce côté et le disent, serait de briser l'Union de la gauche et de réintégrer dans une alliance élargie une partie du PS, des radicaux de gauche et de leur électorat. Perspective **peu plausible** dans un contexte d'extrême polarisation sociale et politique et dans une situation où l'aggravation des difficultés économiques laissera peu de marge à Giscard pour une politique de collaboration de classe nourrie de concessions substantielles.



L'ère nouvelle dont parlait Giscard le soir même de son élection ne s'annonce pas comme une ère de grandes ambitions et de politique vigoureuse pour la bourgeoisie, plutôt comme celle d'un **régime conservateur décadent. Un régime de transition comme le sera le gouvernement désigné, obligé de faire le pont entre une majorité ancienne dont on ne peut pas encore se passer et une majorité nouvelle qui reste un slogan électoral plus qu'une réalité.**

PAS DE REPIT

Pour sa part, l'Union de la gauche va poursuivre son orientation, notamment par la relance des batailles parlementaires, dans le but d'user la nouvelle majorité si fragile et d'aboutir à des législatives anticipées, hypothèse réaliste si l'on considère qu'une majorité parlementaire si peu conforme à la majorité présidentielle n'est pas à l'abri des accidents. De plus, si Giscard a intérêt, dans l'immédiat, à ne pas prolonger la période d'instabilité et de campagne électorale qui a retardé une série de mesures urgentes de son point de vue, il devra essayer, dès que la situation sera plus propice, de se doter d'un appui parlementaire plus solide, au prix éventuellement d'une dissolution de la Chambre.

Et si les renversements d'alliance sont exclus, l'enjeu restera le grignotage des dépouilles gaullistes, dans l'espoir de s'élargir un jour à quelques groupuscules rescapés du regroupement bourgeois au centre, autour de Jeanneney, Pisani, et autres Marcilhacy. Si telle peut être sa perspective, il faut souligner que l'extrême polarisation a jusqu'à présent peu favorisé ces élargissements d'alliances. Il est significatif que Servan-Schreiber, après mûre réflexion, ait basculé du côté où il penchait. Significatif aussi que le ralliement à Mitterrand de quelques PDG et personnalités gaullistes ne lui ait rapporté que 1,5 à 2 % de voix, soit moins que l'extrême-gauche.

Cela confirme que, plutôt que par un changement d'alliance, c'est en tant que telle, ministre communistes inclus et sans nouvelle composante bourgeoise, que l'Union de la gauche peut devenir, en cas de crise, une ultime solution pour la bourgeoisie. La dynamique de la campagne électorale n'a fait qu'éclairer, par concessions successives la perspective de collaboration de classe du programme commun, sans que cela implique ou nécessite de nouvelles alliances.

Giscard pourra s'efforcer dans un premier temps de justifier ses prétentions sociales par quelques mesures plus spectaculaires que coûteuses (vote à 19ans ?) mais sans aller trop loin, pour ne pas encourager une inflation qui atteint des chiffres inquiétants pour lui-même. En fait l'inflation continuera sans pouvoir éviter le chômage. L'ensemble des revendications ouvrières qui étaient à l'ordre du jour avant les élections (les 1500 francs, les 40 heures) se reposeront avec acuité.

Mais pour les faire aboutir, il faudra que les mouvements ne restent pas isolés, que loin de se morceler, ils se coordonnent ou se généralisent, comme certaines actions régionales ou par branche en montraient la voie depuis le 6 décembre. Pas plus que les travailleurs, les jeunes ne se reconnaîtront dans un président qu'ils n'auront pas élu. **Si les élections n'ont pas débloqué**, pour quelques milliers de voix, la **situation, il est donc juste d'œuvrer à la centralisation des luttes dans la perspective d'une grève générale reconductible pour la satisfaction des revendications ouvrières. Et puisque les élections ont démontré la puissance du courant ouvrier et populaire, il est juste que cette puissance se concrétise par un renforcement des organisations de la classe ouvrières et de leur unité : plus que jamais la fusion syndicale, l'unification syndicale avec droit de tendance sont à l'ordre du jour.**

Aux travailleurs d'avant-garde d'en concrétiser la perspective, à partir de réunions et de regroupements intersyndicaux à la base.

Le prolétariat aura d'autant plus besoin d'organisations puissantes et unies que derrière Giscard s'est rassemblée toute l'extrême-droite classique, des anciens OAS aux apprentis nazis, que **des délégations de la CFT ont été acclamées au meeting giscardien de la porte de Versailles. On peut s'attendre à ce que, face aux luttes ouvrières, le nouveau régime, fidèle aux méthodes de ceux qu'il a regroupé, fasse donner ses bandes parallèles et supplétives. L'autodéfense ouvrière doit devenir une réalité.**

DU NOUVEAU

Pour impulser ces luttes tout en organisant la défiance grandissante envers les manœuvres de Mitterrand et Marchais, plus que jamais la construction et le développement d'une organisation d'avant-garde s'impose. De ce point de vue, la campagne électorale a montré plusieurs choses. Et d'abord, l'audience, l'influence sans précédent de l'extrême-gauche qui se sont manifestées aussi bien dans les résultats électoraux que dans l'affluence aux meetings et dans la vente des journaux. Mais la campagne a aussi montré la confusion de cette extrême-gauche et annoncé d'importantes transformations.

Par le refus de la candidature Piaget, par sa campagne, le PSU est apparu clairement comme une organisation qui, quoiqu'encore divisée, a franchi le pas pour devenir un appendice de l'Union de la Gauche. L'AJS-OCI a également appelé dès le premier tour pour le « premier secrétaire du PS », passant l'éponge sur la présence des radicaux de gauche, en oubliant qu'elle avait dénoncé un an plus tôt l'OPA du bourgeois Mitterrand sur la SFIO de Guy Mollet. Certains courants ultra-gauches autour de Libération ont également rallié le vote Mitterrand dès le premier tour, chavirant dans le mirage électoral. D'autre part, Lutte Ouvrière s'est enfoncée dans le sectarisme électoraliste (en refusant la candidature Piaget et en faisant une campagne plus « populaire » que révolutionnaire). Révolution enfin a donné des consignes électorales correctes, mais sur la base d'une argumentation qui ouvre la porte au pire opportunisme électoral ; mais nous y reviendrons.

Autour de la campagne Krivine s'est créé et développé le Front Communiste Révolutionnaire, prêt à jouer, en beaucoup mieux, un rôle mal tenu depuis la dissolution de la Ligue Communiste. La tâche est immense ; elle ne nous fait pas reculer : ces élections sont tout le contraire d'un point final.

21-5-74
Daniel Bensaïd

LE QUOTIDIEN ROUGE

Nous avons choisi, pendant la campagne, de tenter l'expérience du Quotidien Rouge. Expérience aventureuse si l'on est conscient de l'effort que représentent la conception et la réalisation d'un quotidien en une semaine, tout compris. Il s'agissait pourtant d'un choix politique conscient : vu les enjeux de la campagne électorale, se donner un instrument de travail politique en profondeur auprès d'une frange militante large, et ce au détriment de certaines apparitions plus spectaculaires. D'ores et déjà, nous pouvons dire que l'accueil et l'écho rencontrés par le Quotidien sont une preuve de succès et posent le problème de son avenir. Dans le dernier numéro du Quotidien, nous avons publié un questionnaire et lancé un appel aux lecteurs pour poursuivre cette discussion, tant sur la conception d'un journal que sur les moyens de le financer. Dès la semaine prochaine, nous publierons une première synthèse ainsi que certaines lettres de lecteurs. Continuez à nous écrire, nous avons besoin de ce débat. Quelques remarques pour l'ouvrir.

QUI A LU LE QUOTIDIEN ?

La première, c'est que la clientèle du Quotidien Rouge ne recouvre pas la somme des militants d'extrême-gauche organisés et de leurs sympathisants.

Deux constatations. La première c'est que les ventes, bien que nous n'ayons pas les bilans définitifs, sont beaucoup plus fortes en province qu'à Paris. La seconde c'est qu'après un premier succès de curiosité dans les facultés, les points forts de la vente ont été les entreprises où il arrivait fréquemment qu'un seul diffuseur bien implanté vende 10 à 15 numéros régulièrement. De sorte que la clientèle du Quotidien était plus large que l'audience habituelle de l'extrême-gauche et plus ouvrière.

QUEL JOURNAL ?

Malgré l'improvisation, cette expérience d'un mois nous a permis d'entrevoir ce que pourrait être une presse révolutionnaire. L'entrevoir seulement car on ne saurait confondre le style et l'équilibre d'un quotidien de campagne avec le style et l'équilibre d'un quotidien régulier. Ce dernier demanderait en effet une plus grande diversité de rubriques (avec une large part à la culture et à la vie quotidienne) et surtout un effort dans la densité et la qualité de l'information ; et pour cela, une équipe plus large, plus étoffée, plus expérimentée.

Mais ce que nous avons pu entrevoir, c'est un journal qui, tout en défendant fermement une orientation politique définie, soit un journal ouvert et une tribune pour l'avant-garde (groupes d'extrême-gauche, groupes d'intervention et collectivités diverses). Il permet de faire la preuve que la défense d'une position prise n'implique pas nécessairement sectarisme et esprit de boutique. Loin d'être un handicap, le fait que le Quotidien Rouge ait soutenu la campagne de Krivine et exposé les positions du FCR correspondait à une demande. Au moment même où Libé, loin d'offrir quelque perspective politique, devenait une mosaïque de tribunes, de points de vue, d'où ne sortait aucune réponse concrète à la situation. Le fait d'avoir une orientation définie permet de traiter l'information en annonçant la couleur, de confronter les positions, sans se dérober derrière l'alibi de la fausse objectivité journalistique. Ce qui n'empêche pas d'ouvrir largement ses colonnes à d'éventuels contradicteurs.

Un tel journal permet de tisser des liens avec un dense réseau de correspondants. A noter d'ailleurs que des sympathisants ou simplement des militants inorganisés, voire de simples informateurs, ont souvent mieux réagi sur cette courte période, mieux compris l'utilisation du journal, que de nombreux militants du FCR qui n'ont pas eu le réflexe de téléphonner, d'informer systématiquement, même quand, faute de place, les informations ne sont pas utilisées.

Nous avons également, malgré la précipitation, senti qu'un tel journal pourrait jouer un rôle européen, en traitant au jour le jour l'information au niveau continental grâce au réseau de sections de la IVème Internationale, ce que personne d'autre n'a les moyens de faire à l'heure actuelle.

D'AUTRES PROBLEMES

Il est clair que l'expérience fort riche du Quotidien soulève une somme d'autres problèmes.

Et d'abord, il faudrait prendre toute une série de mesures (imprimerie, frappe, rédaction) permettant de réduire les délais de fabrication afin de mieux coller à l'actualité. Car un militant peut acheter deux quotidiens (du matin, ou un du matin et un de l'après-midi), mais pas trois. Il doit donc trouver beaucoup de choses dans le quotidien d'avant-garde. Ceci suppose des équipes plus fortes avec des reporters itinérants, un réseau de correspondants bénévoles, et d'importants investissements matériels. Nous en arrivons ainsi au problème financier qui est considérable (prix du papier, infrastructure, locaux) et qui ne peut être résolu que par une augmentation des ventes et un soutien militant (c'est le cas pour toute presse d'extrême-gauche). L'augmentation des ventes est possible, mais dans des délais plus larges que si Mitterrand avait été élu ; nous y reviendrons sur la base des bilans définitifs. Quant au soutien, c'est aux lecteurs de répondre.

Enfin et surtout, il faut bien étudier les conséquences qu'aurait un tel Quotidien pour la construction d'une organisation révolutionnaire. Son intérêt, son efficacité en tant qu'organisateur collectif sont évidents. Mais il demande des efforts financiers et des investissements militants qui affectent inévitablement d'autres tâches (commissions, directions). Il y a un équilibre difficile à trouver.

Tous ces problèmes peuvent être résolus. Mais sur la base d'un large débat, de suggestions multiples. Continuez à nous écrire.

souscription

Solde antérieure	117.005,47
Immigrés Paris	1120,00
Berlin	300,00
Employés Sécurité Sociale Pontoise	40,00
Employés Assurances Pontoise	20,00
Prof. Pontoise	30,00
R. Sarcelles	30,00
G.P. Poligny	100,00
La Ciotat	450,00
« Pour l'unité de l'extrême-gauche »	100,00
C.R. Flers	89,00
E.J. Berlin	50,00
Diffuseurs Perpignan	205,00
J.G. Aix en Provence	200,00
B.R. Vitry	50,00
D.C. Palaiseau	50,00
Ex-militant du PCF Nantes	50,00
Nancy	138,00
Dijon	576,00
A.G. Avignon	50,00
D.R. Issy les Moulineaux	100,00
J.B. Ville d'Avray	100,00
P.C. Lisieux	100,00
Comité de soutien étudiants et lycéens de Pau	23,70
Travailleur Finances Lyon	
Hospitaliers Lyon	
Travailleurs PTT Lyon	
Enseignant B. Total	432,00
Clermont-Ferrand	400,00
Brest	250,00
St Brieux	60,00
Le Havre	350,00
Diffuseurs Pau	552,00
EGF Paris	400,00
Diff. Grenoble	1440,00
Diff. Tours	750,00
Sedan	130,00
Toulouse	700,00
P.C. Paris 8ème	200,00
S.A. L'isle sur Sorgue (84)	1030,00
EGF Paris	130,00
EGF I.D.S. 100,00Grenoble	1430,00
P.F. Nice	100,00
Le Mans	740,00
C.R. Maisons-Alfort	200,00
G.A. Orsay	100,00
C.B. Bourges	100,00
Montargis-Nemours	150,00
P.S. St Jean de Braye	50,00
G. Taupe Locatel (Levallois)	200,00
Un camarade immigré Levallois	5,00
Sartrouville	791,00
G. Medon	200,00
Diff. De Chelles	755,00
C.R. Sorbonne	510,00
Des militants du G. Taupe Pitié-Salpé	60,0
Diff. du 18ème	300,00
R.J. Montpellier	500,00
Total	134.092,17

BILAN DES MEETINGS

Record d'affluence battu pour les meetings centraux du FCR au cours de cette campagne qui n'a fait que confirmer le fait que notre score électoral ne correspond en rien á notre influence. Il est apparu clairement que des centaines de milliers de travailleurs qui nous font confiance ont préféré voter Mitterrand, voter « utile » dès le premier tour : ni la JCR en 1968 ni l'ex-Ligue Communiste lors des présidentielles de 1969 n'avaient drainé tant de monde. Et ceci avant comme après le premier tour.

L'assistance qui vient à ces meetings est nettement plus âgée que le public habituel de l'extrême-gauche : peu d'étudiants, pas mal de lycéens et de jeunes travailleurs, venus en bandes. Mais surtout, à chaque fois, plus de la moitié de la salle composée de travailleurs adultes. Parmi eux, des groupes nombreux d'immigrés, notamment lorsqu'est annoncé Djellali Kemal. Souvent aussi, de vieux travailleurs vétérans de 1936 et de la Résistance venus écouter et soutenir les « nouveaux communistes ».

Cette affluence atteste de l'énorme intérêt politique que les travailleurs d'avant-garde portent aux positions des marxistesrévolutionnaires. Il y a beaucoup moins de « curieux », venus voir la vedette de la télé, qu'en 1969. Après le discours d'Alain Krivine, il n'était pas rare alors, qu'un bon tiers de la salle regagne ses pénates et n'assiste pas au débat. Rien de semblable aujourd'hui. Les travailleurs présents participent au contraire aux discussions : controverses sur le bien-fondé tactique du vote Krivine, avant le premier tour (« n'allez-vous pas empêcher Mitterrand de passer ? ») ; interventions sur les tâches du mouvement ouvrier au lendemain des élections, avant le 19 mai, furent au centre des débats. Parfois, des porte-parole du PCF et du PS portent la contradiction (à Sedan, le maire et les conseillers municipaux). Le PSU est généralement absent dans le débat. L'AJS intervient quelquefois contre la « candidature de division » et pour le vote Mitterrand dès le premier tour. Mais elle n'affirme plus, comme en 69, que c'est l'UDR qui a donné les signatures et les fonds... D'ailleurs, elle s'en prend surtouten termes infects, à Arlette. Les porte-parole de « Lutte ouvrière » justifient généralement le type de campagne choisi par leur organisation : « Quand on se présente aux élections, faut jouer le jeu, ne pas tout dire... » Anoter aussi une contre-vérité flagrante, répétée dans toutes les interventions : selon les camarades de L.O., Piaget aurait été contre sa candidature et d'autres organisations révolutionnaires ont tenté vainement de lui forcer la main. C'est notoirement faux. Piaget était d'accord pour être le candidat de l'extrême-gauche révolutionnaire, à la condition que la direction du PSU ne s'y oppose pas.

Le plus souvent, les militants du PSU présents dans la salle, assurent que nous divergeons non sur le tout, mais sur les moyens. « il ya des révolutionnaires au Parti socialiste. C'est là que ça se passe aujourd'hui. En transformant le PS, on transformera toute la gauche et on débloquera la marche de la France au socialisme ». Lorsque, dans sa réponse, Alain Krivine montre qu'en réalité François Mitterrand n'a ni l'intention, ni les moyens d'assurer la transition au socialisme, les militants du PS, après avoir réaffirmé leur confiance dans l'idéal socialiste de leur direction, assurent néanmoins que « si on est floués, on sera dans la rue avec vous ! ». On prend note...

Quant aux militants du PC, s'ils accusent sévèrement le coup chaque fois qu'est démontrée la parenté politique entre Mitterrand, Willy Brandt et Wilson, ils répondent néanmoins invariablement : « Mitterrand ne veut peut-être pas changer de cap, mais le Programme Commun est signé, le Parti est là. Il obligera le PS à respecter ses engagements jusqu'au dernier : rien que le Programme Commun, mais tout le Programme Commun... »

Les débats, très animés, durent tard dans la nuit. Il arrive, comme à Besançon, que la salle ferme avant que la discussion soit épuisée. Elle est poursuivie alors dans une autre salle, jusqu'à 2 heures du matin !

Le rôle des révolutionnaires au cours d'une campagne électorale est de ppréparer les luttes de masse, pour le lendemain des élections. C'est ce qu'a fait le FCR, en particulier dans des meetings centraux, où, dans chaque grande ville, Alain Krivine a pu débattre, des heures durant, avec l'avant-garde ouvrière, des prochaines échéances politiques.

Paris	6000
Nancy	1500
Forbach	250
Metz	180
Strasbourg	1000
Toulouse	2500
	2500
Lille	700
Caen	1500
Rouen	1500
Clermont	1000
Limoges	600
Lyon	1500
Marseille	1500
Sedan	400
Grenoble	1200
Beauvais	250
Bastia	250
Poitiers	500
Le Havre	400
Tours	1000
Besançon	1000
Nantes	1000

Il faudrait y ajouter près de 200 meetings locaux.

la politique économique de Giscard :

AUJOURD'HUI L'INFLATION INEVITABLE DEMAIN LE CHOMAGE ASSURE

De tous les candidats, Giscard est peut-être le seul à avoir **justifié la hausse des prix.** Ouvertement. Quelques jours avant le deuxième tour, la revue patronale **Entreprise** lui posa la question : **« Comment envisagez-vous d'agir sérieusement contre la hausse des prix ? »**. Sa réponse fut délibérément fataliste : **« Aucun des moyens proposés à l'heure actuelle ne peut faire disparaitre l'inflation, étant donnée sa nature internationale, irréductible à des moyens de portée nationale »**.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE GISCARD : AUJOURD'HUI L'INFLATION INEVITABLE, DEMAIN LE CHOMAGE ASSURE

Il en découle une politique résolument attentiste : pas question d'un contrôle des prix qui risquerait de **« casser l'expansion »**, tant qu'elle dure encore. Laisser courir les prix jusqu'à des sommets jamais atteints (16 à 18 % dans l'année !), et attendre. Atendre que les récessions prévues dans plusieurs pays capitalistes entraînent une baisse des prix des matières premières, et un freinage « automatique » de l'inflation. Le problème numéro un pourrait alors enfin devenir celui du chômage : **« On s'apercevra sans doute dans six mois que l'emploi sera la préoccupation principale »**, avait-il déclaré avant le premier tour...

Une politique de classe qui montre bien l'absurdité du système capitaliste.

Une politique dont l'efficacité n'est même pas assurée : à la rentrée d'automne, avec l'arrivée de jeunes sur le marché du travail, avec les difficultés de l'automobile et du textile, Giscard pourrait très bien **cumuler** une hausse des prix record et une augmentation sensible du chômage.

LA « FIBRE SOCIALE » DU CANDIDAT

Jouant le jeu de la campagne électorale, Giscard s'est déclaré partisan du **« dialogue »** et de la **« politique contractuelle »**. **Il a annoncé un ensemble de mesures hardies et raisonnables...**

En fait, sa politique dans ce domaine est des plus mesurées :

- **En matière de concessions sociales,** s'il lâche quelque chose, ce ne sera pas par philantropie, mais par **nécessité politique,** comme l'invitent à le faire les représentants les plus éclairés du patronat. Ainsi Pierre Locardel dans **les Echos** du 21 mai écrit que l'annonce de la victoire de Giscard y a été accueillie avec une **« satisfaction mitigée »** : **« les états-majors patronaux relèvent en effet que la bataille n'a été gagnée que d'extrême justesse et que l'avance de la gauche s'est révélée importante. Ils en déduisent que la marge de manœuvre politico-sociale est devenue si étroite qu'il n'est plus possible de se contenter de prolonger la politique sociale antérieure ou de dire : « Surmontons d'abord nos difficultés économiques et règlons ensuite nos problèmes sociaux »**.

De toute manière les mesures qu'il a annoncées (et qui seront étalées dans le temps) ont un caractère limité : pas d'échelle mobile des salaires, pas de réduction massive du temps de travail. Il a bien promis que le SMIC serait porté à 1200 F d'ici la fin 74. Mais, comme le remarque malicieusement **les Echos : « il n'a pas précisé s'il s'agissait de le calculer sur la base de 40 ou de 43 heures »**. Et ces 1200 F combien vaudront-ils en décembre, avec une hausse des prix de 18 % dans l'année ? Quant aux vieux — ses plus fidèles soutiens électoraux — il promet 20 F par jour... d'ici 75 ! Et il annonce fièrement qu'**à condition d'être encore deux à vivre cela leur fera un total de 1200 F par mois !**

- **Vis-à-vis du mouvement syndical,** sans procéder à une attaque de front, il ménera très vite une politique de classe plus ouverte, débarassée des mirages gaullistes de la **« participation »** et de la **« nouvelle société »**. Et il tentera sans doute de s'appuyer sur **« ces syndicalistes qui refusent le Programme Commun »**, à qui il avait même proposé des postes gouvernementaux. Le **« bloc des jaunes »** (CGC, CFTC, FO) risque d'être remis à l'honneur. Une reconnaissance officielle de la CFT n'est pas à exclure, surtout quand on connait les liens de Giscard et de l'extrême-droite.

SE BATTRE POUR POUSSER GISCARD A APPLIQUER SON PROPRE PROGRAMME ?

Au lendemain du deuxième tour, les dirigeants de la CFDT et de la CGT ont précisé leurs objectifs de lutte. Edmond Maire a déclaré : **« Nous allons nous efforcer d'obtenir la réalisation des promesses multipliées par Valéry Giscard d'Estaing. Nous croyons que, hélas, il nous faudra passer à l'action pour les obtenir »**. Et Séguy : **« ils auront à répondre des promesses faites au cours des six derniers mois »**.

Limiter l'action syndicale à de tels objectifs serait peut-être un moyen d'alimenter des batailles parlementaires, visant à jouer sur les contradictions de la majorité ; jeu d'ailleurs largement dérisoire. Mais cela ne saurait répondre en aucun cas à la situation concrète de la classe ouvrière : la hausse des prix galopante et la perspective d'un accroissement du chômage. Leurs mots d'ordre de lutte, les travailleurs sont assez forts pour ne pas avoir à les chercher dans le programme du candidat des droites. Ce sont :

— l'échelle mobile des salaires, basée sur l'indice des organisations syndicales, sous le contrôle des travailleurs.
— 1500 F minimum.
— 200 F pour tous.
— la semaine de 35 heures.

La mort de Pompidou est intervenue dans une vague montant où les luttes ouvrières tendaient à se coordonner à l'échelle du trust ou de la région. Passé le coup de barre de la victoire de Giscard d'Estaing, les travailleurs, conscients de la force qu'ils représentent, repartiront en lutte contre la hausse des prix et le chômage. Pour que ces luttes aboutissent à des résultats d'ensemble, il faudra remettre à l'ordre du jour la perspective développée dans le **Programme d'Action** de Rouge : coordonner, étendre, généraliser, dégager une plate-forme revendicative commune sur les problèmes qui concernent l'ensemble de la classe ouvrière, préparer un mouvement d'ensemble.

Interlangues

■ Le personnel d'Interlangues est en grève depuis le 6 mai.

Participons au soutien financier :
BETOR REGION PARISIENNE
26 rue Montholon 75-439
Solidarité Interlangues
CCP La Source 32-800-47

Dans le prochain numéro de Rouge, nous présenterons la lutte du personnel d'Interlangues pour faire éclater le scandale de l'exploitation de la loi de juillet 71 sur la formation continue par des « marchands de soupe » comme Berlitz et Interlangues.

FREDO KRUMNOV

dirigeant de la C.F.D.T

EST MORT

KAGAN

Le camarade Fredo Krumnov, responsable CFDT, militant du PSU, est décédé le 19 mai à la suite d'une maladie évoluant depuis 1 an.

Nous tenons à rendre hommage à la mémoire de ce camarade, qui, par delà les divergences politiques, a montré une forte loyauté et une profonde sincérité. Responsable syndical, il était reconnu, depuis le XXXVème congrès CFDT, comme le témoin de la nouvelle génération née en 68. Nous saluons son courage dans le combat ouvrier comme dans la lutte contre la maladie. Le mouvement ouvrier perd en lui un militant ardent.

Direction Politique du FCR

6 travailleurs arabes arrêtés

■ C'était le 16 mai, vers 18 h 30. Des travailleurs arabes collent des affiches appelant à un meeting sur la Palestine. Une altercation oppose l'un d'eux à des agents de la RATP, qui l'emmènent et l'enferment dans une salle de service. 5 de ses camarades, partis s'informer de ce qui se passait sont à leur tour enfermés.

Quelques minutes plus tard des flics arrivent. Ils se ruent brutalement dans le métro. Certains d'entre eux ont même un pied de biche à la main...

Quand les 6 travailleurs sont sortis de la salle où ils étaient enfermés, ils étaient blessés, l'un d'eux avait la tête ensanglantée.

Ils furent ensuite ramenés au commissariat du 10 ème arrondissement.

Les démarches de protestation se sont multipliées. Et le vendredi soir, ce sont une centaine de travailleurs arabes accompagnés d'amis français qui occupèrent le commissariat du 11 ème arrondissement.

A l'heure actuelle, 5 des 6 travailleurs ont été libérés. Mais le dernier, qui est blessé, a été inculpé de violence à agent de la RATP et à agent de la force publique.

Ecrivez à Najar Hacène
Bloc E, cellule 117
N° d'écrou 174.488
42, rue de la Santé

C.C.P. Père Gallimardet
175.115 Paris
mention Najar Hacène

Provins : enchaîné à l'estafette des gendarmes

■ Le mardi 14 mai, dans la bonne ville de Provins rendue célèbre par un programme inappliqué, et dont M. Peyrefitte est le maire, des militants de gauche collaient des affiches en faveur de Mitterrand.

Un groupe de militaires en tenue décollent les affiches. Discussion vive avec les militaires qui expliquent qu'ils vont chercher des renforts. Entre temps les militants entrent dans un café, prennent un pot et repartent.

Les militaires de carrière en treillis entrent dans le café. Faute de rencontrer les colleurs d'affiches, ils prennent à parti un travailleur algérien, Ali Gallen, le battent à coups de poing et de cravache, et le sortent du café : 20 à 30 contre un. Les gendarmes arrivent enfin... pour prendre la relève des militaires en poursuivant le tabassage et en enchainant Ali à leur estafette pour le trainer jusqu'au commissariat.

Ali, blessé est à l'hôpital. Il porte plainte. Les témoignages sont receuillis; la riposte commence à s'organiser.

Correspondant

LE PATRON REFUSE DE VERSER LA PAIE

La paye d'avril, les travailleurs immigrés d'EGCC devaient la toucher le 5 mai ; puis on leur a dit le 10... Le 19, elle n'était toujours pas versée. Ils se sont mis en grève et ils occupent le siège.

L'entreprise générale de câbles et de canalisation (EGCC) on peut la décrire en quelques chiffres : 500 ouvriers, dont 95 % d'immigrés, une moyenne de 200-250 heures de travail par mois, des journées de 12 h, une paye de 6 F de l'heure (alors que les contrats prévoient 7 F).

La direction est un mélange de rapacité et de combines : en 72, les travailleurs ont dû faire 15 jours de grève pour la carte de travail, une augmentation de salaires et une amélioration des conditions de travail. Le protocole d'accord n'a pas été appliqué. Et depuis ce temps-là, aucune augmentation de salaires ! En 72 toujours, l'inspecteur du travail relève une liste impressionnante d'infractions au code du travail : cubage d'air, lits, lavabos, douches, WC, cartes de travail, médecine... Après son passage, rien n'a pourtant changé. Et en 73, un ouvrier, Miloud Said meurt d'un accident du travail dans une tranchée non étayée près de Ste Geneviève.

UN PATRON INVISIBLE

Malgré cette surexploitation féroce de ses ouvriers, la société — dont la gestion financière est douteuse — est aujourd'hui dans un situation critique : endettée vis à vis de plusieurs autres entreprises, endettée vis à vis de la banque, vis à vis de la propriétaire des locaux du siège, elle fait trainer le paiement des salaires de ceux qu'elle emploie. Il est devenu très difficile à présent de rencontrer un membre de la direction.

Privés de l'argent qu'ils ont gagné, les travailleurs ont commencé à s'organiser pour la riposte : délégation au ministère du Travail, grève dans tous les chantiers, occupation jour et nuit du siège de l'entreprise, contrôle de tout le matériel de la compagnie.

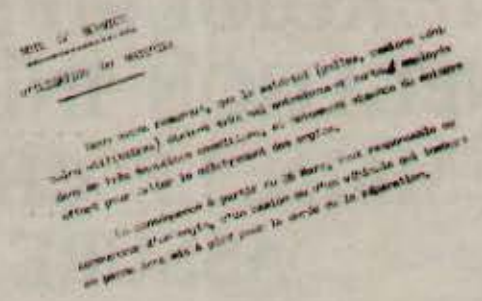
La direction louvoie et fait attendre : elle accepte d'abord... 26 F à chacun « pour tenir le coup », puis elle propose un acompte de 300 F et promet la paye « peut-être » pour la fin de la semaine. Devant cette attitude, les travailleurs durcissent le mouvement. D'autant plus qu'au siège, ils ont découvert toute une série de factures et de documents qui montrent que ces promesses sont bidon. Ils constituent donc tout un cahier de revendications sur les salaires et les rconditions de travail.

LE MORS AUX DENTS

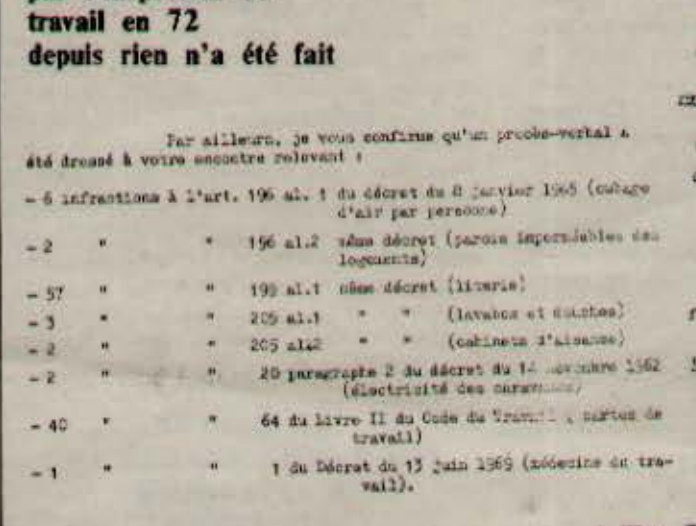
Les grévistes en ont assez de se voir lanternés. La direction ne reculant devant rien a payé les acomptes de certains avec... des chèques sans provision ! Pour la même raison, ils risquent d'être expulsés du foyer où ils logent. C'est pour cela qu'ils ont pris le mors aux dents.

Un comité de soutien vient de se créer. Il a un rôle très important à jouer. D'autant plus que, sans salaires depuis des semaines, beaucoup n'ont plus rien. Tout repose sur la popularisation et la solidarité.

le style de la maison : mise à pied du personnel si le matériel tombe en panne



des irrégularités relevées par l'inspecteur du travail en 72 depuis rien n'a été fait

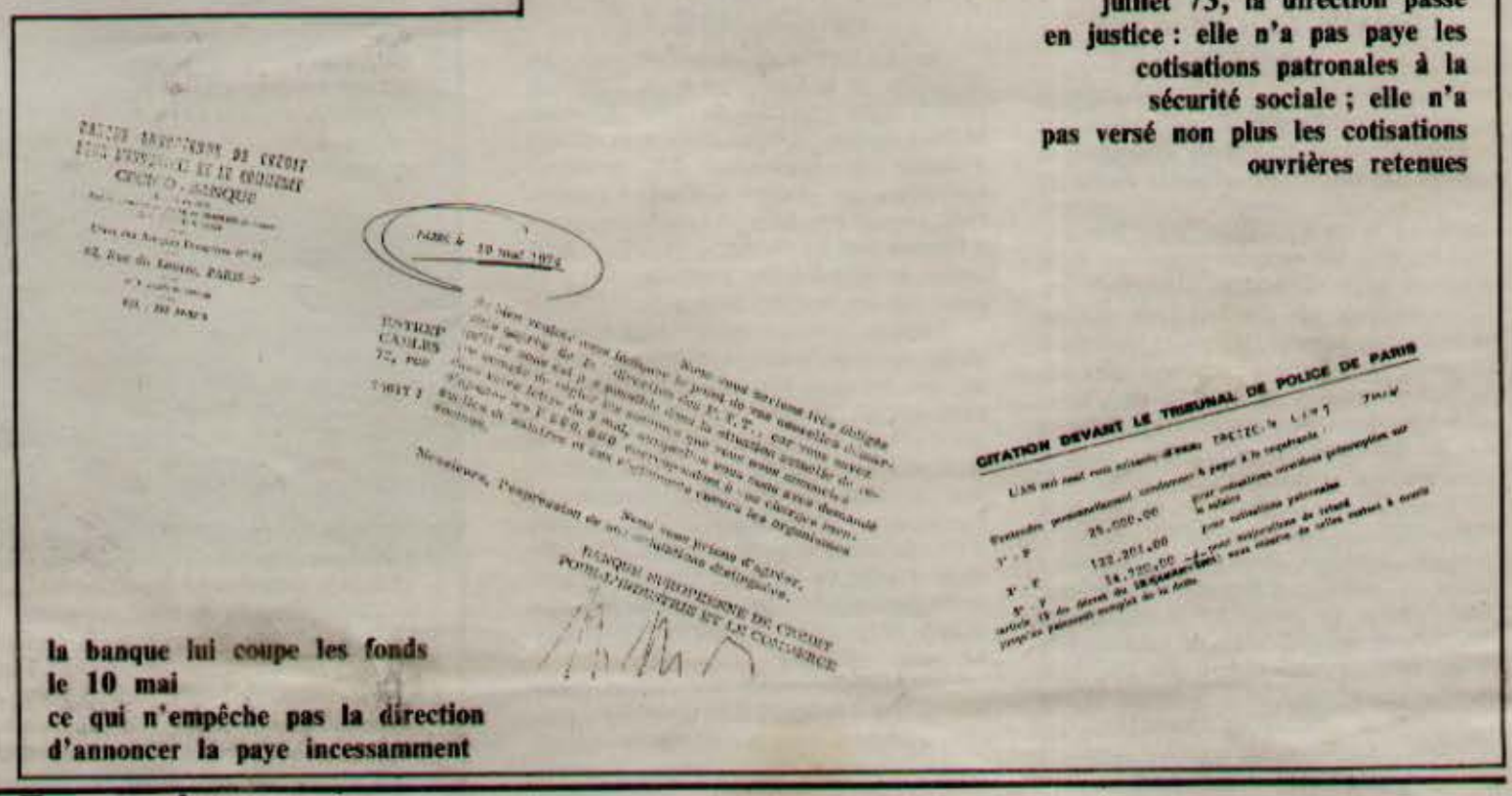


MINISTÈRE DU TRAVAIL
DE L'EMPLOI
ET DE LA POPULATION
INSPECTION
DU TRAVAIL
ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE
DI Corbeil – 3ème section

Par ailleurs, je vous confirme qu'un procès-verbal a été dressé à votre encontre relevant :

– 6	infractions	à l'art.	196 al. 1	du décret du 8 janvier 1965 (cubage d'air par personne)
– 2	"	"	196 al.2	même décret (parois imperméables des logements)
– 57	"	"	198 al.1	même décret (literie)
– 3	"	"	205 al.1	" " (lavabos et douches)
– 2	"	"	205 al.2	" " (cabinets d'aisance)
– 2	"	"	20 paragraphe 2 du décret du 14 novembre 1962 (électricité des canalisations)	
– 40	"	"	64 du livre II du Code du Travail (carnet de travail)	
– 1	"	"	1 du Décret du 13 juin 1969 (médecine du travail).	

juillet 73, la direction passe en justice : elle n'a pas paye les cotisations patronales à la sécurité sociale ; elle n'a pas versé non plus les cotisations ouvrières retenues



CITATION DEVANT LE TRIBUNAL DE POLICE DE PARIS

la banque lui coupe les fonds le 10 mai ce qui n'empêche pas la direction d'annoncer la paye incessamment

Bergougnan, Clermont-Ferrand

Giscard ? Je lui donne au maximum un an !

Trois militants CGT et CFDT de Bergougnan appartenant au groupe Drapeau Rouge ont répondu aux question de « Rouge » :

☐ **L'usine de Bergougnan a connu une grève de plus d'une semaine, avant les élections, peux-tu nous faire un historique du mouvement ?**

J : Bergougnan, 1500 employés, 1100 ouvriers, 400 mensuels, fait partie du groupe Kléber lui-même noyauté par Michelin. Dans la nouvelle usine de Palfort, on confectionne des tuyaux dans les émanations de talc et de produits toxiques. Beaucoup de jeunes ouvriers remplacent le vieux prolétariat qui part en retraite. La grève a démarré en mars à Palfort après une préparation active dans les ateliers et les réfectoires, la direction ayant refusé de « faire un effort sur les salaires ».

Les ouvriers les plus combattifs ont entrainé l'ensemble des travailleurs dans la lutte en défilant massivement dans les ateliers jusqu'aux fenêtres de la direction : 200 f pour tous, suppression des chronos, transports gratuits; telles étaient les revendications votées en A.G.

Le choix de ces revendications unifiantes qui ont permis de passer à l'offensive est en grande partie le fruit du travail d'explication et d'organisation dans les ateliers, effectués par les militants du groupe Taupe, aidés par la parution régulière d'une feuille politique agitatoire. La grève a duré une semaine avec la participation active de nombreux mensuels. Le sabotage de la grève par les directions syndicales a été rendu possible en raison de l'absence d'un comité de grève. Aucune popularisation de la lutte sur Michelin n'a été prise en charge par les syndicats, qui ont tout fait pour isoler la grève, craignent que l'organisation de la lutte et ses revendications ne deviennent contagieuses.

☐ **Le niveau des revendications était assez élevé, comment les travailleurs se sont-ils organisés face à l'intransigeance patronale ?**

S : Ce qui a fait la force du mouvement c'est l'assemblée générale quotidienne réunie, à chaque prise de poste. Les grévistes ont conduit la grève jour après jour pendant une semaine. L'A.G. a voté toutes les décisions importantes

– piquets-volants pour faire débrayer l'ancienne usine

– délégation massive de travailleurs pour rencontrer la direction

– piquets de grève devant les portes de l'usine

Nous avons eu des débats intéressants sur les formes de lutte : grève illimitée ou grève de deux heures par jour et par équipe...

Malheureusement la nécessité d'un comité de grève n'était pas ressentie car les directions syndicales jouaient le jeu; mais au fur et à mesure que les divisions syndicales sont apparues, le besoin d'une prise en charge de la grève par tous les travailleurs était ressenti, en particulier par une frange de travailleurs combattifs. A la fin de la grève une cinquantaine de grévistes ont tiré les leçons de la grève, syndiqués-non-syndiqués ont rédigé un tract, diffusé dans l'usine : « Ce qui a manqué à notre lutte : le comité de grève ».

☐ **Quelle a été l'attitude des sections syndicales de U.L., U.D. ?**

E : Les directions syndicales ne voulaient pas d'une grève dure, organisée démocratiquement pour vaincre l'intransigeance patronale. Ainsi la plupart des « délégués de routine » n'ont pas participé activement à la mobilisation , les autres ont essayé de se fondre dans le mouvement pour mieux le freiner. L'U.D. CGT est intervenue pour lancer des manoeuvres de division (réunion spécifique pour les cadres, appel à une manifestation sans qu'elle ait été discutée en A.G.) et pour démontrer à 620 travailleurs réunis en A.G. que leur grève était minoritaire. Quant à l'U.D. CFDT elle n'a rien fait pour populariser la lutte. Il n'était pas possible de lutter, contre ces manoeuvres sans structure de direction de la grève.

Malgré tout, grâce à l'intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats et dans la lutte, il n'y a pas eu de réactions anti-syndicales. La prochaine fois nous ne laisserons pas la direction de la grève aux mains des « responsables » syndicaux; nous élirons des délégués par atelier et par équipes pour constituer un comité de grève sur lequelles grévistes pourront exercer un véritable contrôle.

☐ **Après l'élection de Giscard, quel est le moral des troupes et quelle forme risque de prendre la poursuite du combat ?**

J : Après l'élection de Giscard les problèmes demeurent, salaires à la traîne, chronométrage, transports, conditions de travail déplorables... Nous essayons d'organiser les camarades les plus conscients sur la nécessité d'imposer un contrôle sur les cadences partout où la direction fait jouer les chronos, concrètement nous essayons de contester systématiquement les temps que nous donnent nos chefs d'atelier, nous travaillons au rythme habituel sans nous soucier des 2 ou 3 ouvriers qui marchent à coup de promesses.

Nous essayons de faire participer à cette lutte les travailleurs qui n'ont pas encore été chronométrés.

L'élection de Giscard n'a pas démoralisé nos camarades. Une déception pour certains travailleurs mais pour les plus combattifs, la poussée de la gauche aux élections doit se concrétiser sur le terrain de la lutte des classes : le 3ème tour, celui des luttes, se prépare.

« Giscard, élu pour 7 ans ? je lui donne au maximum un an ! », cette réflexion est révélatrice de l'état d'esprit d'une grande partie de l'avant-garde ouvrière.

1, 2, 3 juin : CONFERENCE NATIONALE DES GROUPES TAUPES

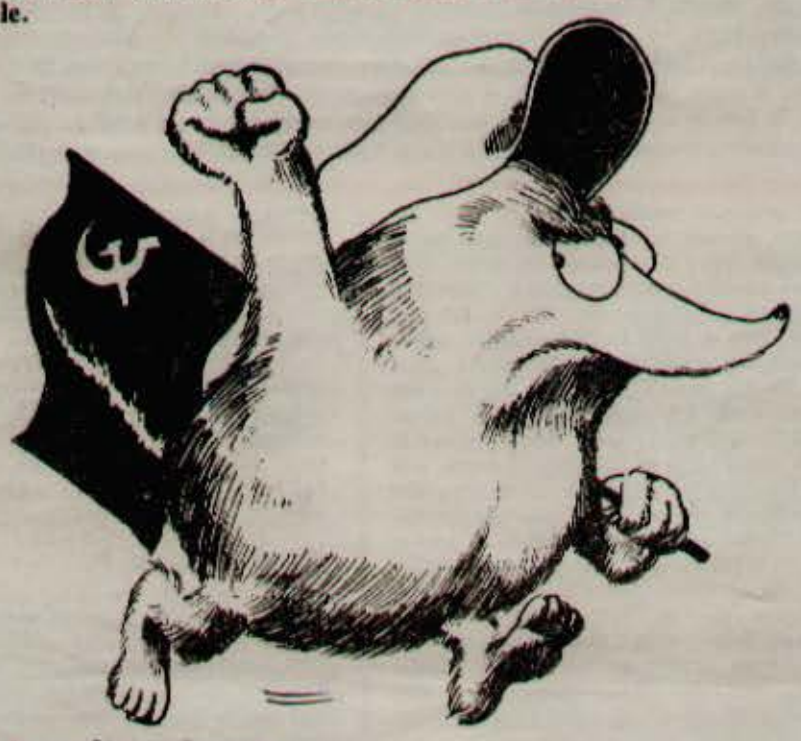
Rassemblant les militants des Groupes Taupe Rouge et les sympathisants ouvriers de Rouge, cette conférence durera 3 jours :

SAMEDI :
1. Rapport sur les échéances économiques pour l'Europe pour la rentrée 1974—75.
2. Rapport sur la situation politique et nos tâches après l'élection de Giscard.
3. Intervention de camarades des banques : comment concrètement se sont formés les comités de grève, comment s'est développée l'auto—organisation.
4. 17 h 30 : commisssions par branches
Soiré au choix : cinéma ou détente ou poursuite de la commission par branche.

DIMANCHE :
1. Commissions interprofessionnelles (de 9 h à 12 h)
2. 12 h à 14 h : repas
14 h : rapport sur le socialisme que nous voulons, suivi de questions en assemblée générale.
19 h à 21 h : repas
21 h à 23 H 30 : commissions (CGT, CFDT, Femmes, Imigrés). Des camarades de la commission armée participeront aux commissions CGT et CFDT.

LUNDI
9 h à 11 h 30 : commissions internationales (Angleterre, Italie, Chili, Espagne).
11 h 30 à 12 h 30 : conclusion de la conférence.

Pour préparer cette rencontre, la discussion aura lieu dans les Groupes Taupes sur la base du programme d'action de Rouge, de l'émission d'Alain Krivine sur le socialisme que nous voulons parue dans le dernier numéro de la revue IVème Internationale.



après les élections un débat plus actuel que jamais

POUR LA FUSION SYNDICALE

Face au bloc uni du patronat, l'unité ouvrière est indispensable. Il y a plusieurs courants politiques dans la classe ouvrière. Chacun défend sa conception du socialisme et des moyens d'y parvenir. Mais débat permanent et unité de la classe ouvrière ne sont pas incompatibles. Au contraire.

Nous sommes pour l'existence d'une seule organisation syndicale unifiée : une seule classe ouvrière, un seul syndicat !

A Maire et Séguy, lestravailleurs sont en droit de demander : « Vous avez des divergences, mais vous êtes pour l'unité d'action. Pourquoi n'envisagez—vous pas la fusion syndicale ! Ces désaccords pourraient très bien être débattus dans le même syndicat, les luttes quotidiennes contre le patronat en seraient renforcées si nous avions un seul syndicat de classe ».

Mais parler d'unification syndicale c'est poser immédiatement le problème de la **démocratie syndicale** et de la **démocratie ouvrière**, qui conditionnent le bon fonctionnement d'une organisation unique : comment des gens qui ont des conceptions différentes peuvent—ils coexister sous le même toit ? Quel rapport entre eux et la masse des travailleurs lors d'une grève ?

Là-dessus, un débat existe. Quant à nous, nous pensons que chaque courant doit pouvoir s'exprimer dans l'organisation syndicale, en particulier dans sa presse, mais que tous doivent agir ensemble en respectant les décisions des syndiqués. Mais lors des luttes, la démocratie syndicale doit déboucher sur la démocratie ouvrière. Chacun, chaque courant du syndicat a le droit de faire ses propositions à l'assemblée générale des travailleurs en lutte. Les travailleurs discutent en détail des diverses propositions (y compris sur textes et par petits groupes comme cela s'est fait à Lip sur des points difficiles). Puis, quand on a bien discuté, quand tout le monde s'est bien exprimé, l'assemblée générale prend la décision que tous appliquent. C'est cela la démocratie ouvrière. Et nous pensons que si les directions syndicales en étaient convaincues, la fusion syndicale serait pour demain !

Dès aujourd'hui, il est possible de préparer l'unification syndicale :

— par la tenue régulière d'assemblées générales de syndiqués et d'A.G. du personnel sur les problèmes de l'entreprise et les débats généraux d'orientation.

— par l'existence de tribunes libres dans la presse syndicale à tous les niveaux, ouvertes au « partenaire syndical », pour débattre des divergences devant l'ensemble des travailleurs.

— par la mise en place de commissions inter-syndicales qui peuvent être ouvertes aux non-syndiqués (commission jeune, femmes...).

— par la publication de brochures communes tirant le bilan des luttes, ce qui permet — plutôt qu'une pratique sectaire — de mener dans un cadre commun un débat qui soit un stimulant pour l'action.

(Extrait du « Programme d'action » de « Rouge »

courrier des lecteurs

Une disparition regrettable

Camarades,

Je ne vous ferai pas un long discours, mais vous dirai simplement que la disparition (ou plutôt sa non-reparution) du « Quotidien Rouge », serait fort regrettable, (surtout pour tous ceux qui dans les entreprises, qui sans être militants du F.C.R., sentent proches de vous).

Je suis personnellement prêt à m'abonner au quotidien (futur) et commence à vous envoyer les 20 F mensuels que vous « réclamez ».

Salutations communistes
un militant C.G.T.

Améliorer le Quotidien

Chers camarades,

Je vous envoie à nouveau une petite contribution au soutien dont vous avez besoin.

J'approuve pleinement le sens de votre campagne et suis content que vous ne soyez pas tombés dans l'électoralisme de Lutte Ouvrière. J'ai trouvé leur campagne démagogique, peu formatrice et opportuniste. Je voudrais aussi dire que je suis quelquefois d'accord avec les critiques qui vous sont faites dans le courrier des lecteurs, surtout celle qui vous est faite par un ancien militant du P.C qui vous reproche votre langage ; c'est pour moi un très lourd handicap que de diffuser « Rouge » ou de le faire connaitre dans lemilieu où je vis. Les gens me répondent invariablement : c'est écrit pour des intellectuels, on n'y comprend pas grand chose. Ces gens-là deviennent sensibles à la presse maoiste parce que c'est simple et que même s'ils ne sont pas d'accord, au moins, ils comprennent ce qui y est écrit. Les gens de L.O. que je vois de temps à autres ont beau jeu de dire à nos copains de travail que le F.C.R. est composé d'intellectuels. Même les problèmes les plus compliqués peuvent être expliqués simplement, quand je lis des brochures de Lénine je constate que je peux tout lire, même les problèmes les plus complexes, je crois, sans vouloir donner des conseils, que ce problème est important, j'entends dire par des militants du F.C.R que vous voulez toucher une large avant-garde. Je pense que c'est bien de former des cadres politiques, mais un journal de propagande doit pouvoir être lu par beaucoup de monde. J'ai quand même noté une amélioration dans le « Quotidien Rouge », il faut encore avancer de ce côté et bannir des formules que seuls les grands initiés comprennent, je pense qu'alors votre journal sera plus lu.

J.P.

REPONSE

Nous sommes parfaitement conscients du problème posé par le « langage » du journal. Si « Rouge » est parfois difficile à lire, ce n'est pas parce qu'il est rédigé par des « intellectuels » : de nombreux articles sont rédigés par des militants ouvriers, cela tient à trois raisons essentielles : il peut être contradictoire de faire un journal d'agitation et un journal s'adressant à une avant—garde (dans les syndicats, les organisations d'extrême—gauche), car les demandes ne sont pas les mêmes. Or, il faut essayer de faire les deux. D'autre part, la simplification du langage peut aboutir à de dangeureuses simplifications politiques si on n'y fait pas attention. L'exemple de la « Cause du Peuple » rédigée à 90 % par des « intellectuels », était flagrant. Enfin, se pose pour Rouge un problème d'équilibre général des articles : il faut tendre à les faire plus courts : à employer plus d'illustrations ; à envisager des pages « culturelles ». Bref, un effort qui avait été esquissé dans le Quotidien et qu'il faut essayer de reprendre dans l'hebdomadaire. A condition que, comme toi, les lecteurs nous écrivent pour aider à rectifier le tir !

Poursuivre le dialogue

Chers camarades,

un groupe d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires homosexuels ont demandé à Rouge une prise de position politique sur l'homosexualité. L'Antinorm considère, comme le militant du FCR dont la lettre est publiée dans Le Quotidien Rouge n° 20, que la réponse de Rouge n'est nullement satisfaisante, et de plus bien ambigue.

La position démocratique de Rouge ne dépasse pas le réformisme : lutte contre les cas de persécution, contre les institutions et la législation qui fixent une « normalité sexuelle ». Selon Trotsky, toute revendication démocratique possède une dynamique transitoire : il faudra donc un jour que Rouge se donne les moyens de trancher le débat qui oppose les partisans de Reich et ceux qui pensent que la sexualité, libérée de la contrainte de la reproduction, s'épanouira sous les formes les plus variées.

Pour l'Antinorm, lutter contre toute « normalité sexuelle », cela signifie en premier lieu ne pas imposer comme Reich le modèle de ce que serait une sexualité « heureuse » dans la société communiste. Il ne suffit pas à Rouge et au FCR d'inclure dans leur programme les revendications démocratiques, le droit pour chacun à la libre disposition de son corps. Il leur faut aussi effectuer une étude précise (et l'Antinorm est prêt à y participer), par laquelle la politisation des revendications sexuelles soit partie prenante d'une dynamique révolutionnaire.

Il importe beaucoup que, dans la société socialiste, l'homosexualité dépérisse ou disparaisse, car il n'y a pas de « norme » sexuelle s'il n'y a pas de « perversions ». La disparition de l'homosexualité, c'est la disparition de l'hétérosexualité dominante. C'est en cela que la lutte des homosexuelle(s concerne aussi les camarades hétérosexuels. Rouge ne peut donc, au nom d'un vécu hétérosexuel de la plupart de ses militants, refuser de prendre une position politique en la matière.

Malgré les réticences du Quotidien Rouge, l'accueil aux messages de l'Antinorm lors de la campagne pour les présidentielles (particulièrement au Palais des Sports de Paris), montre que le mouvement Antinorm Sexpol répond aux aspirations d'un grand nombre de militants révolutionnaires, des militants de basse qui ne confondent pas l'ex-FHAR et le combat de l'Antinorm.

Il appartient désormais à Rouge et à l'Antinorm de poursuivre le dialogue sur des bases plus précises afin d'éviter des ambigüités qui font croire, même à un militant du FCR, que Rouge veut seulement se donner une bonne conscience.

Salutations fraternelles
et révolutionnaires.

Pour le Comité de rédaction
de l'Antinorm :
Anne-Marie Fauret
Bernard Delobelle
Guy Maes.

En attendant des crèches ouvertes 24 h sur 24, gratuites, de qualité, dans tous les quartiers, entreprises, facultés et lycées... Que Giscard n'est pas prêt à donner... On s'est dit que ce système pourri ne devait pas empêcher les travailleuses de nous raconter leurs luttes et de participer à la Conférence des Groupes Taupes.

Ce qui fait qu'il y aura une chouette crèche pour les mômes, histoire qu'ils viennent à la conférence sans être obligés d'assister aux débats.

N.B. : le lieu et les heures d'ouverture de la crèche seront indiqués ultérieurement

ARMEE: PLUS RIEN NE SERA JAMAIS

Depuis l'ouverture de la campagne électorale, le ton n'a cessé de monter dans les casernes. C'est que les appelés ont vu, avec la mort de Pompidou, la possibilité d'en finir avec une certaine armée, celle de Debré et Galley, celle de Chézy, celle du Tchad, celle qui broie les hommes à longueur d'année.

Une espérance qui a décuplé la combativité et la hardiesse des appelés. De Mourmelon à Toulon, de Reims à Toulouse, les plus déterminés d'entre eux sont partis à l'offensive. Sans attendre les résultats de l'élection, sans observer la moindre trêve !

« Col Rouge », « La Caserne », « Bidasses en Lutte » et bien d'autres feuilles éclosent sur le sol fertile des casernes comme pâquerettes au soleil printanier. Les feuilles ne tombent pas du ciel. Elles attestent la présenece vivante de comités de soldats, elles montrent qu'un pas décisif a été franchi dans l'auto-organisation des bidasses.

QUELS COMITES ?

Naturellement ce n'es pas Cronstadt, ni Saint-Petersbourg en Septembre 17. Les comités de soldats demeurent encore souvent des structures assez informelles et larges, de débat et d'élaboration d'actions ou de feuilles clandestines, même si de véritables cellules communistes se constituent et se développent à l'heure actuelle. D'autre part, ces comités demeurent inégalement développés et implantés selon les armes, les régions militaires. Leur fragilité est grande : il n'est pas rare qu'une première vague de répression parvienne à les démanteler. Enfin, même si leurs actions suscitent un enthousiasme quasi-unanime **parmi les appelés, ils n'en demeurent pas moins le lieu de regroupement d'une** avant-garde **parmi les soldats, une avant-garde courageuse, souvent plus éduquée que la moyenne des appelés, parfois politisée** — sans que cela soit la règle.

Il n'empêche. Avec toutes ces faiblesses, ces comités sont d'une importance formidable. Ils montrent que les nouvelles générations d'appelés, celle de la loi Debré, celles des grandes grèves ouvrières, ont brisé le carcan d' « apolitisme » et de passivité soigneusement entretenu par la caste des gradés. Ils montrent que demain, ce contingent ne serait pas précisément du bois dont on fait les mercenaires de guerre civile...

APRES LA MASCARADE

La mascarade électorale qui a fourni l'occasion à plus d'une crevure étoilée de proclamer à tue-tête sa préférence pour le candidat X ou Y, a contribué à abattre définitivement pour plus d'un appelé la légende de la neutralité militaire. L'indifférence absolue des « grands » candidats vis-à-vis du contingent a renforcé les appelés les plus combatifs dans la conviction que, pour en finir avec l'état actuel des choses, il faudrait se battre.

Galley, l'œil rivé sur son Chaban préféré et tout alarmé de ses mésaventures, n'en restait pas moins vigilant. L'enjeu de toute cette « agitation » sourde ne lui échappe pas. Et il croit connaître le remède : il cogne. De toute façon, il n'en connait pas d'autre. Mourmelon, Reims, Nancy, Toulon, Bitche, la liste de ses mauvais coups peut ainsi s'égrener longtemps. Un pas a été franchi dans l'escalade répressive, tendant à indiquer qu'il s'agit d'une contre-offensive concertée. Retenant leur souffle

TOULON :

UN MARIN PARLE

Les révolutionnaires connaissent bien maintenant les Comités de Marins de Toulon, et leur journal « Col Rouge » dont nous avons déjà publié plusieurs extraits.

On connaît moins les gars à qui s'adresse « Col Rouge », les marins des bases et des navires.

Le marin qui est interviewé ici est un engagé. Il ne milite pas dans les comités mais il connaît « Col Rouge » et il a accepté de discuter avec un de ses diffuseurs. Il rend compte à sa manière de la tension qui règne et de ce que peut représenter « Col Rouge » pour tous les marins qui ne trouvent pas — pas encore ! — d'issue à leur ras-le-bol.

C'est parce que « Col Rouge » peut être le catalyseur de toute cette révolte latente, que la hiérarchie le considère actuellement comme l'ennemi intérieur n° 1.

Gageons qu'elle n'a pas fini d'en voir.

▶ Col Rouge, tu l'as connu comment ?

Je l'ai eu par la poste. Dans ma piaule, on était trois à l'avoir reçu. Ça remonte à février.

▶ Bien accueilli ?

Très bien, oui. D'ailleurs tous les gars que je connais et qui l'ont lu ont apprécié. C'est dommage qu'il n'y en ait pas plus. Ça aurait beaucoup de succès. Dans les trains, à l'Arsenal, la diffusion a touché plus de monde. A « Chicago » aussi, il paraît, mais je n'y suis pas allé depuis longtemps.

▶ Tu faisais de la politique, avant ?

Non, pas du tout. Je veux dire que je ne suis pas dans une organisation ou quelque chose comme ça. Col Rouge, c'est un peu différent. Il me semble même que les gars qui ne sont pas dans un comité devraient pouvoir participer, faire des petits trucs, même s'ils ne sont pas politisés.

▶ C'est un peu ça le projet de départ, remarque : que les gars puissent s'exprimer, dire ce qu'ils ont sur la patate, envoyer des informations, des anecdotes. C'est pour ça qu'on met l'adresse de groupes civils, comme le CAM ou le CDA.

Oui, je sais. Mais,tu vois, on hésite vachement à le faire. On y pense mais on ne le fait pas. Personnellementj'aurais pu le faire plusieurs fois,mais... On ne connaît pas finalement. On hésite.

▶ La crainte d'avoir le courrier ouvert ?

Non, je ne crois pas. Mais on est à l'intérieur et ces organisations, on n'en a pas l'habitude, on ne les connait pas.

▶ Qu'est-ce que tu penses des revendications exprimées dans Col Rouge ?

Oh, tu sais, on est tous d'accord là-dessus. Vraiment tous, je crois. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'on en soit encore à demander des choses aussi bêtes. Ça devrait être obtenu depuis longtemps. Mais c'est vrai que de le voir sur un journal, ça le rend encore plus évident.

▶ Il paraît que certains gradés qui ont reçu le canard étaient d'accord avec certaines revendications : la solde au SMIC, les cheveux, etc...

Dans mon coin, les gradés n'ont pas eu le canard. Mais ça ne m'étonne pas que certains soient d'accord avec les revendications. Il y a des trucs tellement idiots !

▶ Tu as déjà eu des ennuis avec les galonnés ?

Comme tout le monde. C'est difficile de ne pas en avoir. L'autre jour, je me suis fait piquer « Libé » dans mon caisson, je ne le lis pas régulièrement, mais ce jour là, je l'avais dans mes affaires : un motif et quinze jours de rab'. Il y a eu Castigneau aussi, la taule militaire, quoi ! tu veux que je te raconte ? j'y suis allé plusieurs fois. C'est presque banal. Une fois pour insolence envers un supérieur, une autre fois pour refus d'exécuter un ordre. Des choses comme ça. Castigneau, c'est pas mal dans le genre. On arrive, on est fouillé, mis à poil, fouillé encore, après on nous fait monter dans la cellule, pour nous mettre dans l'ambiance. Après c'est la coupe de cheveux. La bonne petite boulle ! On sort une demi-heure le matin, pour faire la toilette. Le midi, une demi-heure pour bouffer. La bouffe est dégueulasse et, en plus, elle est froide. Une demi-heure encore dans l'après-midi. Et c'est reparti jusqu'au lendemain. Dans la cellule, on n'a droit qu'aux bouquins de la bibliothèque de la Marine. Rien que des bouquins de guerre ! de temps en temps, on tombe sur un Balzac ! Pour faire venir des bouquins de chez toi, c'est tout un merdier.

Il y en a qui bossent. Quelques uns seulement. On les fait aller au Dépôt et ils font des corvées. C'est les plus peinards d'une certaine manière. Ils peuvent fumer, boire. A Castigneau, on a droit à deux cigarettes par jour ! Tu imagines ! Une fois, en sortant de là, j'ai déserté. Au début, je n'avais pas ça en tête : il me restait des jours de perm à prendre. Dix jours. Ils ne m'ont donné qu'une 48 heures. J'ai pris trois semaines de vacances ! En désertion, quoi ! Je suis rentré de moi-même et re-Castigneau ! Des trucs comme ça, ça arrive à des tas de gars. Ils en ont marre, surtout chez les engagés, évidemment.

▶ Tu n'as jamais voulu rompre ton contrat ?

Bien sûr que si. C'était le folklore. Je suis passé devant le psychologue. Il m'a demandé pourquoi je voulais résilier mon contrat. Je lui ai expliqué que, quand j'avais signé, j'avais seize ans et que depuis, eh bien, j'avais changé ; et que la Marine, c'était plus dans mes idées. Il m'a expliqué qu'on ne résiliait pas un contrat comme ça et qu'après tout, personne ne m'avait forcé à signer. Moi je lui ai expliqué que j'avais changé. Je lui ai même expliqué qu'après tout, il y avait bien des gens qui se mariaient et qui divorçaient et qu'un contrat avec la Marine, c'était pareil. Figure-toi qu'il est monté sur ses grands chevaux, il s'est mis à m'expliquer que ce n'est pas du tout la même chose, que la Marine, c'est bien plus qu'une femme. « La Marine, c'est une mère... », il a dit. Il n'a pas du tout apprécié ma comparaison et, naturellement, ma résiliation a été refusée.

▶ Mais ces gars qui en ont marre et qui ne peuvent pas résilier leur contrat, ils doivent exploser...

Ça se passe brutalement, tu vois Pour des trucs où vraiment, ils emmerdent trop le monde. Par exemple le gradé un peu bourré qui te fait faire un exercice « incendie » pour tuer le temps parce qu'il s'emmerde. Qui trouve qu'on ne le fait pas assez bien, pas assez vite et qui le fait recommencer. Une fois, deux fois, qui te fait faire des pompes et qui te traite de tous les noms. C'est classique. Bon : quelquefois, il y a un pruneau qui part, comme ça. Le gars se retrouve à Castigneau mais enfin, ça l'a soulagé. C'est relativement banal. Pareil pour les mecs qui en ont ras-le-bol de faire les chiottes, ou n'importe quoi. Ça part.

▶ Et les appelés ?

Tout le monde en a plein le dos. La manière de réagir, ça dépend des gars. Les appelés, ils en ont pour un an, ils attendent que ça se passe, mais pas tous, loin de là. Ils gueulent ou ils cognent : le trou, et puis le rab', etc... Les engagés, souvent, ils ont le sentiment qu'ils n'ont rien à perdre. Bien entendu, il y en a qui espèrent du grade et qui font gaffe mais la plupart sont assez chatouilleux sur les brimades. C'est normal : le boulot est déjà pénible sur un bateau alors quand les gradés en rajoutent avec leurs conneries ! Mais enfin, les trucs collectifs sont assez rares. En mer, ça arrive plus facilement parce que les gars sont plus ensemble. Il n'y a pas la soupape de la sortie, le soir.

« IL FAUDRAIT FAIRE CONNAITRE ÇA »

▶ Tu crois que Col Rouge peut servir à quelquechose ?

Tu comprends, à la fois on est tous ensemble et à la fois on est vachement isolés. Je suis sur que si tous les gars avaient « Col », ça ferait mal. Parce que les gars sentiraient qu'ils ont quelqu'un derrière, qu'ils ne sont pas seuls, qu'il y a un soutien. Pas seulement un soutien extérieur, tu vois, mais des autres types, à l'intérieur, qui font des trucs et qui résistent. C'est pour ça que c'est vachement bien accueilli, il n'y a pas de miracle, les gars sentent que ce truc-là est fait par des marins qui vivent le même merdier qu'eux. Et les gars en parlent.

Les quatre de Toulon sont toujours au secret. Ils n'ont pas de contact entre eux et ils sont coupés de tous les autres marins « au trou ». On évite soigneusement qu'ils aient de quelconques contacts pendant leur demi-heure de « promenade » quotidienne.

Néanmoins, des camarades dignes de confiance ont pu les voir. Il est ainsi confirmé que le camarade Denis Leroy a été tabassé par les flics militaires. Son visage tuméfié ne laisse absolument aucun doute. Cette nouvelle se répand parmi les marins et suscite l'indignation qu'on devine. S'il en était besoin, cela doit nous inciter encore plus à redoubler la campagne de soutien aux quatre marins emprisonnés.

POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DES SOLDATS EMPRISONNES ! POUR AFFIRMER LA SOLIDARITE AVEC LES 100 !

Mercredi 5 juin à 18 h 30. Métro Stalingrad. Manifestation anti-militariste à l'appel des organisations : Comité de Défense des Appelés, Comité Anti-Militariste, Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience. Front Communiste Révolutionnaire, GIA, MDPL, OC Révolution, PSU—Maintenu.

COMME AVANT !

jusqu'à la proclamation des résultats électoraux, Galley, ses généraux et ses colonels se sont abstenus de riposter trop vigoureusement à l'appel des 100. Maintenant, le premier soupir de soulagement poussé, les choses prennent une autre tournure : la distribution des semaines d'arrêts de rigueur a commencé.

UNE NOUVELLE LISTE

La réponse des appelés s'imposait : une nouvelle liste de signatures nous est parvenue, que nous publions ci-dessous.

La publication de l'appel des 100 a agi comme un catalyseur parmi les appelés. Ce n'es pas le courage des signataires, ni la beauté du geste qui mobilise les bidasses ; c'est que la « lettre ouverte » vise juste et exige tout haut ce que 250.000 appelés revendiquent sur tous les tons, chaque jour, chaque heure, chaque minute.

La solidarité avec les 100 (et ceux qui signent encore !) doit être à la hauteur de la signification de leur geste. Al'appel de plusieurs personnalités, la solidarité se met en place. Leur première action a été de publier en affiche et de reproduire en tract imprimé la lettre ouverte des soldats. Une pétition de solidarité, signée déjà par plusieurs milliers de personnes, circule dans de nombreuses villes de France. Dans les sections syndicales, on prend position en faveur des 100. Des manifestations de solidarité et de protestation contre la répression se déroulent dans plusieurs villes de France : à Toulon et Rouen le 25, à Paris le 29.

Un mur de solidarité se dresse autour des 100.

Après leur appel, plus rien ne sera comme avant dans les casernes.

▶ Ça leur donne des idées ?

Tu parles ! il faudrait seulement qu'elles soient plus diffusées. Toujours le même problème. Remarque : quand tu passes devant la Brigade des Recherche et que tu vois un beau placard « relâchez les quatre marins emprisonnés », c'est pas mauvais non plus pour le moral...

▶ Mais c'est vite repeint...

Oui, ils m'ont l'air assez rapides dans ces cas là...

▶ Qu'est-ce qu'ils en disent de cette affaire des marins emprisonnés, les gars ?

Tout le monde n'est pas encore au courant. Ceux qui savent vraiment, ils pensent que c'est dégueulasse. Mais c'est encore une minorité. Il faudrait faire connaître ça. En tous les cas, les gars informés sont loin d'être indifférents.

▶ Ils comptent faire quelquechose ?

C'est difficile.Il y a l'isolement. Pour les gars des comités, bon, ils sont organisés, ils ont sorti un second numéro de « Col », ils doivent avoir des idées sur des actions, je ne sais pas. Mais les autres, ils attendent un peu, tu vois. Je ne sais pas ce qu'on pourrait faire. Une pétition ? il y en a déjà une que beaucoup d gars ont signée, la fameuse lettre. Pour les quatre, il faudrait autre chose... Un tract à l'intérieur, vraiment diffusé à tout le monde, serait important. Ou autre chose. Il faudrait que les galonnés sentent qu'il y a quelquechose derrière eux, des gars de mauvaise humeur. On verra dans les prochains jours si quelque chose se déclanche.

▶ Le soutien extérieur, ça compte ?

Avec mon boulot, je suis très peu au contact de l'extérieur et sur ma base, les gars sont souvent renouvelés. Donc on ne parle pas de n'importe quoi. Mais je crois que ça a de l'écho. Pas mal de gars, malgré tout, ont été touchés par « Col ».

▶ Il y a eu un tract distribué à l'Arsenal ce matin.

Oui, c'est très bon, ça. Il en faut d'autres.

▶ On va s'arrêter là. Tu es d'accord qu'on envoie ça aux journaux ?

Oui, bien sûr. J'étais même content quand on m'a proposé ça. Finalement, j'aurai fait un petit quelquechose, quoi...

32 PERSONNALITES APPELLENT A LA SOLIDARITE

A l'occasion des élections présidentielles, 100 soldats ont signé en appel aux deux candidats un manifeste dans lequel ils réclament des droits démocratiques élémentaires : libre choix de la date et du lieu d'incorporation entre 18 et 25ans, une solde égale au SMIC et la gratuité des transports, la possibilité pour les engagés de rompre librement leur contrat d'engagement, des permissions hebdomadaires, la fin des brimades, la liberté totale de l'information et de l'expression politique dans les enceintes militaires, la suppression des tribunaux, prisons et campas spéciaux, la dissolution de la Sécurité Militaire.

Nous apprenons avec indignation que déjà certains d'entre eux sont mutés ou placés au secret : ainsi des soldats du 4ème RIMA mutés en Allemagne, ainsi Pierre Rotman, par exemple, mis aux arrêts de rigueur à Nancy...

Survenant après les arrestations frappant des soldats à Reims, Mourmelon, Metz, Toulon, ces nouvelles sanctions arbitraires doivent cesser.

Nous nous déclarons totalement solidaires de tous les signataires de l'appel, de tous les soldats punis pour avoir refusé l'absence de tous droits démocratiques dans l'armée et nous nous engageons à prendre leur défense et exigeons la suppression immédiate de toutes les sanctions qui les frappent ou les menacent.

Nous constituons un un comité national de soutien aux soldats frappés par la répression.

Denis BERGER sociologue
Claude BOURDET
Manuel BRIDIER
Jean CASSOU écrivain
Robert CHAPUIS BN PSU
Antoine CONTE avocat
Pasteur CRUSE
Claire ETCHERELLI
J.-J. de FELICE avocat
André FICHAUX militant ouvrier
Jules FOIRIER enseignant
Jules FOURRIER ancien député
Pierre FRANK BP FCR
Roger GARAUDY
Daniel GUERIN
Pierre HALBWACHS
Lucienne HAMON
Bernard JAUMON BN PSU
Alain KRIVINE BP FCR
Jean LAFFERRIERE militant ouvrier
Victor LEDUC
Maxime LEFORESTIER
Jean LEGARREC BN PSU
A.-P. LENTIN Politique-Hebdo
Maurice NADEAU écrivain
Charles PIAGET militant ouvrier
Alain RANOUX BN PSU
Serge REGGIANI
Christiane ROCHEFORT
Laurent SCHWARTZ
Pierre VIDAL-NAQUET
J.-M. VINCENT enseignant

Correspondance, soutien financier, signatures :
Maitre Conte
7 rue Dante Paris 5ème

96 NOUVELLES SIGNATURES

ROUEN	
2ème Cl. Serge CORBEL	39° RI
" Loïc BRIAND	39° RI
" Michel SCHWOB	39° RI
Pierre BARBEY	4° RC
Gérard LESCURE	"
Sgt. Dominique CELLIER	39° RI
2° CL. Jean-Luc COLINEAU	"
Patrick DUPIN	43° RT
Alain GROUSSET	"
Frédéric CHAMBE	5° GALREG
Philippe MENUT	CS8
Denis LHOUR	Mont-Verdun
Christian MOREAU	cont. 73/10
Patrick DIARD	"
Patrice DURET	"
Pierre JOUQUAN	"
Michel LAMOUREUX	"
Marc BARCELONE	cont. 73/06
Jean-Yves PLISSON	cont. 73/02
ORLEANS	
2ème CL. Rémi PLEAU	2° Hussards
Caporal Yves CORBEL	"
Brig. Philippe METAYER	"
2° CL. Jacques LORIEUX	"
" J.Paul ROY	"
" J.Luc GILET	"
" J.J. AUGER	"
" J. AMORY	"
" J.C. PICOT	"
"G. MAUREL	"
" Denis BEAUVALLET	"
" Jacques CHARBONNIER	"
"J.M. PUJOL	"
" J.Paul JAMET	"
" Patrick CHAGNON	"
" Erich PATOLDI	"
" Patrick MASSICOT	"
" Patrick HUBERT	"
" Joël BOURGEOIS	"
" Dominique VETILLARD	"
" Jean-Louis GARNIER	"
" BOURDIER	"
" LALLEMAND	"
" LEGER	"
" KEMPEN	"
PARIS	
2° CL. Bertil HESSEL	GEEMS
" LAPEYRE	2° Hussards
" ROUX	"
Brig.Chef COLAS	"
2° CL. Joël JOBERT	"
" CORNION	"
" SAMARUT	"
BESANÇON	
2° CL. Yves NEDELEC	407° BCS
Caporal Chef Bruno DENIS	"
2° CL. Claude DUGUE	"
ETAIN	
2ème CL. Marc LAGOUTTE	94° RI
NANCY	
2ème CL. Laurent STRICKER	GCR 601
" Bernard LANFRANCHI	"
" André GILLET	"
" Michel ABRAHAMIAN	"
" Daniel PATRIE	"
OFFENBOURG	
Brig. Gérard FOURNIER	
Brig. chef Vincent CARDINAL	
OBERKIRCH	
Gildas MORVAN	
Guy SARRE	
TOULON	
Q.Maître David KOWALCZYK	
Mt. Patrick QUELAVOINE	
" Stéphane BRUNET	
" Roger ROUQUAIROL	
" Bernard GOSSELIN	
" Patrick PERRON	
" Didier POSSEME	
" Bernard JANISSET	
" Dominique AMADEI	
" FAMY	
" Simon DONGRADI	
" Jean-Louis BOGGIO	
" Noël LANGLAIS	
" Gérard DIRAMIO	
" Marc VEDOVATO	
" Pascal LUONGO	
" Yves BABIN	
" Michel CANEVET	
" Noël ROGER	
" Patrick ABEILLE	
" Jean-Pierre BEZOTEAUX	
" Bernard CHAPELON	
" GHILIONE	
" Jean-Paul HARRACA	
" ORTIZ	
" NEINLIST	
" MONCHANIN	
" Daniel RANMFONI	
" Jean TEHURELANA	
ORLEANS	
J.Y. LAURENDEAU	BA 123
Serge SALOMON	"
Sylvain MOCK	"

IL N'Y A PAS QUE SAFARI

Les déclarations de Messmer, Chirac, Poniatowski, sont démenties par les choix rééls du gouvernement et l'état d'avancement des travaux

D.R.

Au moment où la presse s'inquiétait du problème des fichiers informatisés, et notamment du projet Safari, Messmer déclarait que jusqu'à nouvel ordre (sic !), il interdisait d'une part les interconnexions de systèmes informatiques différents et d'autre part le développement des systèmes informatiques existant. De son côté Chirac annonçait qu'il était exclu de créer un fichier électronique de tous les Français. Tandis que Poniatowski, après avoir considéré comme normal l'équipement en ordinateurs de l'administration française, déclarait : « ce qui est grave, c'est qu'on connecte entre eux les différents fichiers ».

Qu'en est-il au juste ?

LA TOILE DES RESEAUX

Le VIe plan prévoyait la constitution de trois répertoires concernant : a) les entreprises et établissements ; b) les individus ; c) les identifiants géographiques. Le résultat de ce choix politique est d'ores et déjà concrètisé par les répertoires **SIRENE**, **FINATO**, et **SAFARI** (voir encarts).

Or il ressort nettement que l'utilisation rationnelle de telles bases de données ne peut être que la mise en commun des renseignement qu'elles contiennent : chaque administration doit pouvoir y avoir accès.

Là encore, les faits infirment les déclarations officielles : l'administration met au point des identifiants communs à ces différentes bases de données. FINATO permet en particulier d'attribuer une adresse à chaque contribuable... **Nous pouvons ainsi juger à sa juste valeur, le subtil distingo de Chirac : SAFARI n'est pas un fichier puisqu'il ne contient pas les adresses des individus.**

Et pour répondre à Poniatowski, une fois encore la réalité : un des points fondamentaux de la recherche mondiale en techniques informatiques est l'étude et la mise en place de réseaux d'ordinateurs, c'est à dire la connexion d'un certain nombre d'ordinateurs pouvant se commander les uns aux autres et en particulier pouvant avoir accès aux fichiers de tous les autres ordinateurs du réseau.

Sur le plan mondial, le gouvernement français a donné son accord le 23 novembre 71 à la participation de la France au projet de réseau européen COST 11.

En ce qui concerne la France, le rapport d'activités du CNRS 72 précise qu' l'effort a plus particulièrement porté en informatique sur les réseaux.

La concrétisation de cette étude a pour nom **le projet CYCLADES**, mis en œuvre en novembre 71 par l'IRIA (Institut de Recherche d'Informatique et d'Automatique) en liaison avec la délégation à l'informatique dépendant du 1er ministre.

Ceratins résultats sont déjà atteints. En avril 74 CYCLADES (voir Schéma d'implantation) a « transporté » un fichier d'une ville à l'autre et une simulation de panne d'un ordinateur a été décelée par un autre, capable alors d'envoyer un message dans le réseau.

De tels résultats en si peu de temps sont jugés très encourageants et laissent bien augurer de l'avenir. Et les perspectives d'avenir sont clairement exprimées : amorcer une phase véritable d'exploitation dans un contexte réel, les bases de données mises en place par l'administration servant de champ d'expérimentation.

Notons enfin que

- **l'armée suit le projet de très près** dans le but d'implanter **ses propres réseaux.**
- **les PTT** envisagent non seulement de conserver leur **monopole sur les lignes de transmissions** mais encore d'installer elles-même les réseaux de lignes qu'elle louerait à l'image du réseau téléphonique.
- la CII commercialise **aujourd'hui** un énorme programme (SOCRATE) capable d'installer et d'exploiter un ensemble de bases de données. L'utilisation de SOCRATE par CYCLADES est prévue pour 74.
- l'objectif de COST 11 est d'étudier les possibilités d'interconnexion de réseaux.
- des études de coût de **connexion du réseau CYCLADES au réseau ARPA couvrant les Etats-Unis ont déjà été effectuées.**

QUEL CONTROLE ?

Ainsi, tant sur le plan des orientations gouvernementales en matière d'informatique (reflètées par le VIe plan : création de répertoires nationaux) que sur le plan du développement technique :

- mise en place effective d'identifiants nationaux permettant de « circuler » dans les divers fichiers des administrations ;
- mise en place de moyens techniques permettant de coordonner, faire circuler, connecter les différents fichiers ;

il y a contradiction totale entre les déclarations de Messmer, Chirac, Poniatovwski, d'une part et les choix réels du gouvernement et l'état d'avancement des travaux d'autre part. Une parfaite illustration nous en est donnée par la tenue, fin mai, d'un séminaire sur les réseaux d'ordinateurs, la lettre de présentation commençant ainsi :

« Le développement des réseaux entre maintenant dans une phase industrielle. La plupart des administrations, grandes sociétés, ou services bureaux étudient actuellement la mise en place de réseaux informatiques leur permettant de faire face dans les meilleures conditions au développement accéléré de leur application et au renouvellement technologique de leur parc d'ordinateurs... »

D'ailleurs les déclarations reconnaissent implicitement la réalité du danger pour la sécurité individuelle. De même le projet avorté d'un Tribunal de l'Informatique (Poniatowski) et l'« installation » par Taittinger le 17 avril de la Commission Informatique et Liberté. Mais là encore s'il est vrai qu'une loi visant à défendre les libertés est mieux que pas de loi du tout, il faut bien en mesurer les limites.

En effet s'il est vrai que sur le plan **strictement technique** il est possible d'interdire l'accès d'un fichier à tel ou tel, cette décision d'interdiction, par la nature et le contenu mêmes des fichiers, est purement politique. De la même manière, dans le contexte d'un réseau d'ordinateurs, **le domaine d'intervention de la loi ne pourra en aucune façon se situer au niveau de l'exploitation de fichiers existant, mais uniquement au niveau de l'implantation d'un fichier et, là encore, c'est du domaine politique« DU RAPPORT de forces politique existant.**

Dans cette réalité, les suggestions de Taittinger :

- **« ne serait-il pas souhaitable (...) de subordonner la divulgation des fichiers personnels à une autorisation préalable ? »**
- **« toutes les personnes nommément désignées dans un fichier quel qu'il soit, ne devraient-elles pas, lesquelles contestent une décision prise à leur égard, pouvoir demander au juge d'avoir accès aux renseignements les concernant ? »**

sont inopérantes

D'abord il existe une réalité technique : l'exploitation d'un fichier se fait, et pour un bon moment encore se fera, par l'intermédiaires de spécialistes ; et c'est un premier écran.

Ensuite, ce sont les patrons et l'Etat qui possèdent les ordinateurs, qui sont maîtres d'œuvre, et qui, en dernier ressort, donneront tout ou partie des renseignements concernant un individu.

Enfin, au regard du coût encore très élevé du « temps machine », ce n'est pas être prophète que de dire qu'il sera « nécessaire » de mettre en place une procédure administrative, à coup sûr compliquée, d'accès aux renseignements.

Bien sûr on peut spéculer sur l'avenir, avancer (la technique le permet) qu'on installera des terminaux d'ordinateurs permettant à chacun d'interroger les fichiers, mais là encore le « contenu » des programmes d'interrogation sera déterminé par le biais de spécialistes, par les possesseurs d'ordinateurs.

Le mystère qui entoure l'ordinateur (bête miraculeuse) empêchera beaucoup d'« oser ». Ainsi le recours individuel des « petits » et des isolés sera une fois de plus illusoire et quasi-nul.

L'informatique se développant, il incombe aux travailleurs de plus en plus nombreux de ce secteur :

- de démystifier l'ordinateur et ses performances
- d'expliquer les possibilités réelles, actuelles et à venir, ouvertes par la technique— (ce n'est pas parce que l'adresse d'un individu n'apparaît pas dans SAFARI que la préfecture de police ne peut pas le retrouver).
- de divulguer systématiquement ce qui se trouve dans les centres de calcul

Le dernier point, s'il est essentiel est certainement difficile à mettre en oeuvre à cause des pressions de tous ordres sur le personnel, à cause de l'atomisation croissante des tâches qui fait que seul un personnel trié sur le volet a une vue d'ensemble sur le travail ; enfin, pour tous les renseignements que le pouvoir juge indispensables et qu'il n'est prêt à partager avec personne, la militarisation officieuse sinon officielle de certains centres de calcul est prévisible.

En attendant d'en arriver aux solutions préconisées par le BP du FCR dans le Quotidien Rouge N° 4, la mobilisation d'un secteur neuf et sans tradition de lutte est un travail essentiel de l'heure.

Correspondant

SAFARI

Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus.

Un répertoire d'individus est constitué par l'INSEE à partir des registres d'Etat civil conservé dans les greffes. Chaque direction régionale de l'INSEE gère son propre fichier où sont répertoriées les personnes nées dans les communes appartenant à son territoire. Les mises à jour se font à partir de documents fournis par les mairies.

C'est dans le but d'attribuer à un individu un numéro unique d'identification, de faciliter les communications entres fichiers administratifs qu'il a été pris la décision d'automatiser le répertoire. Le nouveau répertoire résulte de la transcription sur support magnétique du répertoire manuel.

Les informations portées dans le répertoire sont :

— Nom, prénom, au complet dans l'ordre de l'Etat civil (les femmes mariées figurant sous leur nom de jeune fille)
— Sexe
— Date de naissance (année, mois, jour)
— Lieu de naissance
— Numéro national d'identité
— Diverses « mentions » d'état civil
— Eventuellement le lieu, la date et le numéro de l'acte de décès.

A noter que l'adresse n'apparait pas. Ce répertoire automatisé devait être prêt en janvier 73 pour les personnes nées en France métropolitaine. Il est à noter que le Ministère de l'Intérieur, en accord avec l'INSEE envisageait en 1972 de faire figurer un numéro d'identification sur les titres de séjour délivrés aux étrangers.

En 1971, le répertoire a été consulté 3 millions de fois par des organismes extérieurs à l'INSEE. Le nombre pourrait avoir doublé dès 1973...

FINATO

FICHIER NATIONAL TOPOGRAPHIQUE

C'est un fichier de référence topographique de la Direction générale des impôts (DGI) mis à jour et traité au niveau des centres régionaux de traitement de cette direction. Il décrit les communes et les rues de la France entière. La référence élémentaire étant le numéro de la rue. Initialement il a été créé pour permettre de relier le contribuable à son adresse par rapprochement avec le fichier des Contribution. Il devrait permettre d'établir des liaisons avec tous les fichiers fonciers et fiscaux de la DGI. Actuellement limité aux communes recensées en 1968 (plus de 5000 habitants), il est prévu de mettre en place un système plus général à l'occasion du rencensement de 1974.

SIRENE

Système Informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements

Plusieurs organismes recueillent à des fins diverses des renseignements sur les entreprises et les établissements. Le Décret du 15 juillet 1948 créait le numéro INSEE permettant de « circuler » dans ces deux différents fichiers. Depuis 1948, l'INSEE gère un fichier des entreprises complété en 1960 par celui des Etablissements.

Mais ce numéro INSEE, s'il est une référence, n'est pas un identifiant d'où la décision en 1968 de la mise en place d'un nouveau système, SIRENE qui devait être opérationnel le 1er janvier 1974.

Ce système doit permettre l'identification des entreprises et des établissements, il concerne donc toute personne physique ou morale exerçant une activité professionnelle non salariée et l'Etablissement où cette activité est exercée. Ainsi, chaque entreprise recevra un numéro national d'indentification (SIREN)seul indentifiant des entreprises au regard de toutes les administrations. Le numéro d'identité des Etablissements (SIRET) sera constitué du SIREN de l'entreprise y exerçant son activité plus un numéro interne de classement. Dans ce fichier, on trouvera pour les entreprises :

— N°d'identification
— Nom ou raison sociale
— Activité principale
— Adresse du siège
— Forme juridique

Pour les établissements :

— N°d'identité
— Adresse
— Activité
— Effectifs

Le planning de mise en place de ce projet prévoyait 3 phases :

- Juillet 69 - octobre 70 : constitution du fichier de départ
- Mai 71 - juin 72 :mise en concordance de ce fichier et des fichiers des principaux associés (DGI, Direction de la Sécurité sociale, Direction de l'artisanat...)
- Juin 72 - janvier 73 : installation de l'organisme central.

Les perspectives de développement de SIRENE à court terme concernent essentiellement les professions libérales, les entreprises agricoles, les associations du type 1901...

APRES LA GREVE : LES FEMMES

On a appris depuis Thionvile (72) à connaître le visage nouveau des femmes dans les grèves. A chaque fois, l'expérience d'une rupture avec leur condition traditionnelle. Les employées du Crédit Lyonnais l'expliquent à leur tour :

« Pour la première fois le cycle quotidien « tâches ménagères, métro, boulot, tâches ménagères, dodo » a été rompu . Les femmes ont enfin eu l'occasion de participer à une action collective et de sortir de leur isolement. Pour la première fois, la vie familiale a cessé d'être leur préoccupation prioritaire. La grève a été au centre de leurs discussions ».

En deux ans pourtant, un seuil a été franchi. Les femmes ont appris, à partir des grèves elles-mêmes, à aller plus loin. A Motorola, à Lip et maintenant au Crédit Lyonnais, elles posent cette question : « Comment s'organiser dans l'entreprise ? » Pourquoi ? pour lutter sur leurs problèmes propres que l'expérience radicalement nouvelle éprouvée dans la lutte vient de mettre à découvert, à leurs propres yeux.

En février, c'est dans un pool de flexo que démarrent les premiers débrayages au Crédit Lyonnais. Ainsi l'initiative de la grève qui va s'étendre à toute la banque est venue des femmes.

Les femmes ? elles forme nt 52 % du personnel. La moitié d'entre elles a moins de 25 ans, les deux tiers moins de 30 ans.

En cinq ans le personnel du Crédit Lyonnais a doublé (4.000 personnes aujourd'hui). Les emplois de femmes sont devenus majoritaires au fur et à masure que, avec le passage à l'informatique, les tâches se sont mécanisées dans les centraux.

« En poussant l'analyse jusqu'au bout, ces tâches « résiduelles » pourraient, à la limite, être, selon certaines directions, effectuées par de la main d'œuvre importée, n'étaient la barrière de la langue et le minimum de bagage intellectuel nécessaire. Certains ont même envisagé qu'elles pourraient pour une part être confiées à des retraités ou à des femmes de plus de 40 ans revenant au travail après avoir élevé leurs enfants » rapportait « Le Monde » (22 mars).

C'est clair.

Le décor planté, voyons maintenant comment les femmes se sont regroupées, dans les dernières semaines de la grève. Rouge a rencontré le groupe du Crédit Lyonnais. Les femmes de ce groupe continueront le débat lors de la Rencontre Nationale des Femmes, les 15 et 16 juin (appel des Pétroleuses).

● Comment est née la commission femmes ?

Patricia, 33 ANS On n'avait pas de contacts avant la grève. C'est pendant la lutte qu'on a appris à se connaître. L'occasion de se regrouper est venue de la manif du MLAC(prévue pour le 6avril). On s'est réunies (avec des hommes d'ailleurs) pour la préparer. Les femmes ont commencé à parler de toutes les difficultés qu'elles avaient rencontrées pendant la grève et qu'elles n'avaient jamais eu l'occasion d'exprimer avant. Depuis le groupe reste ouvert aux hommes. Mais à certaines occasions, on tient à se réunir seules.

Irène, 25 ans : Dès la première réunion du groupe on a tiré un bilan de la grève. Côté positif : les femmes ont participé à part égale à toutes les actions, que ce soient les piquets de grève, l'occupation de la boîte. Côté négatif : les seules femmes qui parlaient en AG, qui faisaient des propositions, c'étaient les militantes syndicalesles femmes déjà politisées. En somme on faisait toutes les tâches mais sans avoir l'initiative... même pour poser et résoudre nos propres problèmes.

Agnès, 27 ans :C'est une population très jeune au Crédit Lyonnais. Il y a beaucoup de femmes qui ont des enfants. Pas moyen d'organiser une crèche. Je l'ai proposé une fois, deux fois, trois fois. Le comité de grève était contre (pas de locaux appropriés, pas de médecins, bref !). Moi j'ai un gosse de 6ans. Je ne pouvais pas m'en sortir. Je voulais participer à tout, faire les occupations de nuit à mon tour, tout ! Je me suis arrangée pour le faire garder. Mais ça coûtait cher. Ce qu'il fallait de volonté pour participer comme les autres ! Pas étonnant que beaucoup de femmes aient été freinées.

Mais même ça, une initiative qui regardait tout le monde, parce que finalement ça mettait en cause le degré de mobilisation dans la grève, pas moyen !

Irène :voilà. C'est ça. Le groupe s'est constitué parce qu'on s'est rendu compte que les femmes avaient des difficultés propres, qu'elles avaient du mal à les résoudre individuellement et qu'elles ne pouvaient pas les résoudre dans les syndicats non plus. La plupart d'entre nous, on fait partie du syndicat (CFDT). Mais à l'intérieur du syndicat, on n'avait jamais posé nos problèmes clairement. Une des questions qu'on veut poser dans le groupe c'est ça ; pourquoi y a-t-il une majorité d'hommes dans les syndicats (alors qu'on est plus de la moitié du personnel et que la tendansce est à la « féminisation » du travail).

Ensuite, se regrouper, ça va nous permettre de prendre conscience de nos problèmes. Parce qu'on n'a pas toutes le même degré de conscience. Dans les services mécanographiques par exemple, on n'arrive pas à toucher les femmes, alors qu'elles sont les plus exploitées.

● Comment le groupe peut-il intervenir ?

Irène : On va définir nos revendications sur la boite. Quand on voit, pendant la grève, il y avait un seul cahier de revendications qui parlait de la condition des femmes !

Ca prouve qu'on n'avait pas pris notre sort en mains et que les syndicats ne les prenaient pas non plus.

Enfin, dans une occasion de lutte vive comme ça, les problèmes des femmes passaient après !

Agnès : Il y a des problèmes de salaire à l'embauche. Mais surtout le fait que les travaux les plus répétitifs sont confiés aux femmes. Dans les grands services fonctionnels des centres, au tri des chèques, au tri du courrier, tout le travail sur machine, la dactylo, toutes les tâches d'exécution administrative, ce sont surtout des femmes.

Patricia : En ayant un groupe femme dans une entreprise, il est bien sûr qu'on peut agir directement. Nos revendications, on doit d'abord les définir, on va les défendre dans les syndicats.

On va s'opposer par exemple à une nouvelle proposition de la direction qui veut appliquer pour les femmes le travail à temps partiel et des horaires à la carte.

Ça parait une mesure favorable aux femmes, elles pourraient mieux prendre en charge la vie familiale, s'occuper de leurs enfants. Elles seraient plus libres !

Nous on demande la semaine de 35 heures pour tous, de façon à supprimer la discrimination entre les hommes et les femmes, à tous les plans : la vie familiale, la vie professionnelle. Le travail à temps partiel qu'est-ce-que c'est ? En fait, ça sert à les maintenir dans les travaux les plus répétitifs, ça renforce l'idée que pour une femme, la vie professionnelle, c'est secondaire, que leur salaire est un salaire d'appoint.

Agnès : Avec le temps partiel, la direction gagne : que les femmes accomplissent tout ce qui dans les travaux de la banque est répétitif et fastidieux, tout ce qui ressemble à un travail d'usine. Qu'elles forment un groupe professionnel à part, coupé du reste de la vie de l'entreprise. Qu'elles se désintéressent de leur vie professionnelle. Ça signifie que les femmes resteront un peu plus enfermées dans leur rôle de mère de famille, dans la vie familiale.

● Vous pensez pouvoir poser la question de la famille dans l'entreprise ?

Patricia : C'est pour ça qu'un groupe femmes est nécessaire. Déjà en posant les problèmes de l'avortement et de la contraception, on peut avancer. A la B.N.P., par exemple, les femmes commencent par là. Elles ont constitué un groupe MLAC. Elles n'avaient pas rencontré les mêmes freins que nous pendant la grève. Au comité de grève, le débat était plus ouvert.

De toute façon, la question de la vie familiale est présente partout dans notre vie professionnelle.

Si on arrive à faire prendre conscience aux femmes qu'en restant enfermées dans leur rôle de mère de famille, même dans la vie professionnelle, elles restent coupées de tous les autres aspects de la vie. Alors là, on aura fait un grand pas.

théâtre

la troupe d'Eustache

« TAIS-TOI ET GAGNE »

C'est le titre de la pièce qui a été créée et jouée par un troupe de théâtre rouennais : la **Troupe d'eustache**. Cette pièce a connu un franc succès à la fac et suscité un long débat sur le sport de compétition, auquel de nombreux professeurs d'éducation physique présents ont participé.

Intéressé, **le quotidien Rouge** a interviewé la **Troupe d'Eustache**.

■ Votre pièce dénonce le sport à l'entreprise, à l'école, à la caserne, les Jeux Olympiques.

Le sport-institution est l'image parfaite du monde industriel, de la logique actuelle de la production. C'est la morale de l'effort gratuit, les normes, les cadences, la médaille, la compétition.(...)

■ Comment avez-vous été amenés à choisir le thème du sport de compétition ?

C'est la première question qui vient à l'esprit, mais en fait, ce n'est pas celle que nous voudrions aborder tout de suite. Car, bien sûr, les idées sont pour nous importantes, et si nous choisissons tel thème plutôt que tel autre, ce n'est pas par hasard. Cependant, notre but cette année était une recherche principalement axée sur la forme artistique que nous voulons donner à une idée pour qu'elle passe avec l'impact le plus grand possible.

En fait, l'idée en elle-même n'est jamais révolutionnaire d'un point de vue artistique. Elle existe déjà, que ce soit dans un livre, un meeting, un tract... Ce que nous avons voulu, c'est une communication plus forte de l'idée, donc une recherche sur la forme.

Ainsi, pour Brecht, le contenu, c'est à dire la classe ouvrière, ses révoltes, ses luttes, avait été mis en évidence et avec force, par Marx, Lénine... Mais son analyse s'est portée sur savoir comment véhiculer ce contenu avec le plus d'efficacité possible, d'où la distanciation, le récit épique... La réflexion de Brecht sur la forme a été révolutionnaire.

Aussi, quant au sport de compétition, nous ne pensons pas avoir apporté d'idées nouvelles. Nous avons réfléchi à partir de différents textes (« Le Chrono Enrayé », « Sport, Culture, Répression », textes de Laguillaumie et Brohm) et surtout de la doctrine officielle du Ministère de la Jeunesse et des Sports, rédigée par Herzog ; également de textes de Montherlant : « 50 récits d'exploits sportifs ». En outre, nous avons discuté avec des profs d'éducation physique.

■ De votre recherche sur la pièce ?

Au début nous pensions seulement faire quelques sketches pour un meeting de l'Ecole Emancipée sur les problèmes de l'éducation physique et du sport de compétition. Nous avons été contacté car il leursemblait intéressant de changer la forme des meetings trop souvent avec des exposés longs et même chiants, notamment sur un tel sujet qui, à priori, ne motive pas passionément.

Et le sujet nous a intéressé au delà du sketch. Alors ce que nous voulons, c'est déranger, même et peut-être surtout un convaincu. Car souvent, sachant que des idées sont développées par tel groupe appartenant à tel courant, nombreux pensent : « je sais déjà ce qu'ils vont dire ». Ainsi, par cette forme d'expression artistique, le blocage était levé. Le problème est : de quelle manière le « message » passe.

■ Qu'est-ce qu'un théâtre politique pour la Troupe d'Eustache ?

Il existe un certain théâtre militant, composé de militants qui, à telle ou telle occasion, jouent des sketches pour un public qui finalement sait un peu ce qu'il va voir. Ce public pense, en schématisant : « Bien, ouais, ce sont des copains », mais il n'apprend rien. Et finalement ce théâtre touche un public bien délimité, convaincu par avance, pour qui il est assez confortable.

Le sport est un thème politique qui dérange tout le monde, la gauche et même l'extrême-gauche. Et ça, c'est intéressant. Il n'y a pas une petite histoire que l'on suit ; nous voulons qu'à la fin le spectateur discute du thème et non de la pièce, qu'il évite les « untel, c'est pas mal, ou c'est bien joué, t'as vu celle qui... ».

Lorsque les Noirs ont levé le poing lors des jeux olympiques de Mexico, ça a choqué et ça a réveillé un certain nombre de contradictions.

Les sujets ne sont pas usés, mais c'est la forme qui les met en valeur (...).

Chili

NUIT ET BROUILLARD

Ces dernières semaines, l'actualité politique française a quelque peu estompé les nouvelles en provenance du Chili — nouvelles pourtant nombreuses, dramatiques le plus souvent avec ici et là toutefois quelques lueurs d'espoir. Ces nouvelles dramatiques, au-delà des énumérations, se résument en une phrase : la répression continue, impitoyable, sanglante, massive et sélective à la fois.

A 8 mois du coup d'Etat, l'horreur, la terreur sont toujours et plus que jamais le quotidien des travailleurs, des militants chiliens. Rafles, perquisitions systématiques, contrôles policiers généralisés, arrestations, disparitions restent aujourd'hui encore l'essentiel de la « vie politique » chilienne telle que la conçoit Pinochet. Toute forme de contestation, d'opposition, même modeste, même potentielle, doit être écrasée. Alors, on maintient le quadrillage du pays, on multiplie les services de police, on développe les bandes parallèles de toute sorte. L'une de ces bandes parallèles, « L'escadron de la mort », compterait aujourd'hui 7000 membres.

Les méthodes sont plus raffinées. Avec l'aide, confirmée par des dizaines de témoignages, de spécialistes brésiliens, la torture est devenue scientifique.

Ce ne sont plus seulement les hommes et les femmes qu'on torture au Chili. Mais aussi les enfants. Systématiquement maintenant, lorsqu'un prisonnier refuse de « parler », on fait venir ses enfants s'il en a et on les torture atrocement devant lui.

La science de Brasilia

Plusieurs témoignages nous sont parvenus à ce sujet. Odieux, atroce. Comme cette mère soupçonnée d'appartenir au Parti Socialiste, qui n'a pas parlé. Après avoir torturé son fils de 7 ans devant elle, on l'a laissé mourir, exsangue. Ou cet autre militant dont le fils a ét castré sous ses yeux... Telle est la « science » que se préoccupe d'importer la Junte, la science des tortionnaires de Brasilia éduqués à Washington, au Texas ou dans les bases yankees de Panama.

Il faut plus que jamais informer, dénoncer, se mobiliser pour le Chili. Les crimes de Pinochet et de ses acolytes doivent cesser. Ils ne doivent pas rester impunis.

Il le faut d'autant plus que le régime militaire de Santiago reste fragile, très fragile. La multiplication des uniformes, des bandes fascistes, du meurtre et de la torture ne doivent pas faire illusion : la base sociale du régime est plus étroite que jamais depuis septembre, la crise économique s'est approfondie, les divisions au sein de l'appareil militaire se sont développées.

La seule force des « gorilles » chiliens, c'est l'aide que l'impérialisme leur prodigue sous toutes les formes possibles. C'est pourquoi aussi le Chili est notre problème à tous.

Il faut plus que jamais informer, dénoncer, se mobiliser pour le Chili.

Il le faut d'autant plus que dans les banlieues de Santiago, à Valparaiso, à Concepcion, dans des conditions incroyablement difficiles, avec un courage exemplaire, des militants s'organisent, travaillent à jeter les bases des luttes futures. Militants de l'ex-Unité Populaire qui tentent de reconstituer, de restructurer ici et là leurs organisations. Militants de la CUT qui tentent de redonner vie , même à une échelle très modeste, à un mouvement syndical autre que celui imposé par les militaires. Militants du MIR surtout qui, alors qu'ils sont la principale cible de la répression, maintiennent avec une rare abnégation l'essentiel de leur structure organisationnelle et participent au processus de recomposition du mouvement ouvrier. Militants de petits noyaux révolutionnaires comme la Liga Communista de Chile qui vient de tenir son premier congrès.

Tous ces processus s'accompagnent d'intenses débats sur les erreurs passées, le bilan de la stratégie de l'Unité Populaire, débats qui préfigurent, c'est inévitable après une telle défaite, d'importants reclassements politiques.

Le MIR a mené et continue à mener ce débat, clarifiant certaines de ses positions antérieures, nous y reviendrons prochainement.

La Liga Communista, durant son congrès, a apporté une importante contribution à ce processus d'élaboration et de clarification au sein de l'extrême-gauche chilienne.

Non, la flamme de la révolution ne s'est pas éteinte au Chili. Une lutte longue, difficile, qui se chiffre en années, a commencé.

A nous de l'aider, de l'épauler sans relâche. Leur combat est le nôtre. Rarement cette formule a eu tant de signification, n'a représenté tant de responsabilité concrète et quotidienne que pour le Chili, aujourd'hui et demain.

Jean-Pierre BEAUVAIS

PREMIER CONGRES DE LA LIGUE COMMUNISTE CHILIENNE

Les camarades de la « Liga Communista de Chile », organisation sympathisante de la IVème Internationale, ont tenu leur premier congrès national, au Chili, il y a quelques semaines.

Congrès totalement clandestin, bien sûr, réuni dans des conditions particulièrement difficiles alors que la répression des militaires chiliens redouble d'intensité.

Congrès donc numériquement restreint — auquel participait un représentant de Rouge — mais néanmoins d'une grande signification, bien que la « Liga Communista de Chile » soit une organisation jeune aux dimensions très modestes : c'est le premier congrès, à notre connaissance, tenu par une organisation du mouvement ouvrier chilien depuis le coup d'Etat du 11 septembre.

Grande signification dans la mesure où, de toute évidence, la tenue même d'un tel congrès, au Chili aujourd'hui, reflète le sérieux et la solidité de la réalité organisationnelle et politique de ce noyau de militants révolutionnaires qu'est la LCC. Grande signification surtout, dans la mesure où ce congrès s'inscrit dans une perspective de recomposition, de restructuration de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier chilien. Recomposition et restructuration qui reste encore limitée, qui en est à son stade initial, mais qui s'articule sur les premières luttes des travailleurs chiliens, luttes dont nous avons régulièrement rendu compte et dont nous avons à plusieurs reprises dans Rouge analysé le caractère et l'importance (voir notamment l'article « Quelle Résistance ? », Rouge n° 243).

Grande signification enfin dans la mesure où les débats du congrès n'ont pas eu un caractère académique et abstrait, mais ont en permanence traité des questions et des problèmes concrets auxquels les militants révolutionnaires au Chili , et ailleurs, se doivent d'apporter des réponses.

Les thèmes de ces deux journées de débat sont éclairantes à cet égard :

- caractère, bilan et leçons de l'Unité Populaire,
- analyse de la situation présente, nature du régime, situation au sein de la classe ouvrière,
- analyse de l'extrême-gauche, principalement le MIR et des rapports avec lui,
- tactiques et tâches concrètes pour la période ouverte par le coup d'Etat,
- rôle et place du Chili dans le système de domination impérialiste en Amérique Latine et tâches internationalistes.

Enfin le congrès a entendu et discuté un rapport sur le Xème Congrès de la IVème Internationale, adopté les statuts de l'organisation et élu une nouvelle direction.

Nous publierons ultérieurement et dans un autre cadre plusieurs des textes adoptés par ce premier congrès des camarades de la LCC.

J.P. B.

L'origine de la Ligue Communiste chilienne

Formée en août 73, quelques semaines avant le coup d'Etat, la « Ligue communiste du Chili », est le produit de la fusion de deux petits groupes, l'un et l'autre composés pour l'essentiel de militants issus du MIR, mais dont la trajectoire a été différente.

L'un, le groupe « Combate » s'était essentiellement limité à une activité de propagande politique sur la base des positions fondamentales du trotskysme — et ce, depuis sa création en 1971.

L'autre, le groupe « America Roja », avait développé une ligne militariste, ligne à partir de laquelle ses militants avaient rompu avec le MIR.

Un bilan critique de cette orientation, suivi d'une discussion a permi le rapprochement avec « Combate ». Rapprochement qui, à partir d'une pratique commune devait se concrétiser par la fusion d'août 73.

Durant les quelques semaines de son existence légale, la nouvelle organisation unifiée devait faire preuve d'un grand dynamisme, publiant notamment son journal « Combate », imprimé sur 16 pages ainsi que 4 suppléments à celui-ci et de nombreux tracts et feuilles d'entreprise. Lors du coup d'Etat, les militants de la LCC ont participé aux affrontements avec les militaires dans plusieurs quartiers industriels de Santiago.

L'infrastructure semi-clandestine que les camarades de la LCC s'étaient attachés à donner à leur organisation leur a permi de continuer à fonctionner, malgré la répression : répression dont ont été victimes plusieurs militants et de nombreux sympathisants de sa périphérie ouvrière. Dès novembre était publié le premier numéro clandestin de « Combate ». Trois numéro sont sortis depuis.

Parallèlement, plusieurs bulletins de discussion interne circulaient pour débattre des nouvelles conditions politiques, accroitre la formation politique des militants et préparer le 1 er congrès. Tant sur la base de ses analyses politiques, de son programme marxiste-révolutionnaire, que sur la capacité qu'elle a montré à travailler dans des conditions de stricte clandestinité, la LCC a **depuis septembre 73** recruté plusieurs cardres ouvriers venant du PC chilien ou du PS. Elle développe aujourd'hui son activité autonome essentiellement en milieu ouvrier à Santiago et Valparaiso tout en maintenant des relations fraternelles tant au niveau du débat politique que de la coopération quotidienne avec les militants du MIR.

colonies portugaises

SPINOLA ET SOARES NE PEUVENT PAS EFFACER 15 ANS D'HISTOIRE

La plupart des analyses faites sur la lutte dans les colonies portugaises se contentent, y compris dans un but de soutien, de placer les mouvements de libération au centre du triangle : métropole-armée coloniale-impérialisme. Pour notre part, parce que notre soutien aux MPLA, FRELIMO, PAIGC veut s'accompagner d'une analyse de la trajectoire politique de ces luttes, Il est impossible de ne pas replacer la situation dans les colonies portugaises, dans le cadre du continent africain. La bourgeoisie portugaise et l'impérialisme sont à la recherche d'une solution néo-coloniale. Mais celle-ci est-elle possible ? Peut-on, dans ces conditions historiques différentes, reproduire la politique d'un De Gaulle et obtenir le même résultat ? Mario Soares a beau répéter que « tout ce qui nous rapproche est beaucoup plus fort que ce qui nous divise », il ne fera pas reculer l'histoire de quinze ans.

Confrontés à un adversaire qui, contrairement au colonialisme français ou britannique, n'a pas les moyens économiques et politiques de transformer sa forme de domination à la fin des années 50, les mouvements de Libération s'arrachèrent peu à peu aux traditions et aux illusions légalistes du nationalisme traditionnel. La lutte armée et la volonté d'unification nationale dans la lutte ont été deux facteurs permettant une rupture décisive avec les éléments capitulards et ethnocentristes qui optaient pour une politique de pressions diplomatiques et de « guerre » des frontières.

Des groupes tels que le FLING en Guinée ou le FNLA en Angola, représentent bien ce nationalisme droitier dont l'assise régionale ou ethnique favorise la politique de division de l'impérialisme.

Mais si la séduction coloniale n'a aucune prise sur les MPLA,PAIGC,FRELIMO, il reste que ceux-ci, hétérogènes à propos de la finalité sociale de la lutte, n'ont pas encore défini clairement leurs perspectives historiques. Le piège néo-colonial peut venir à bout du mythe de l'Etat national et démocratique et d'une conception multiclassiste . Pour l'Angola et le Mozambique, les zones de guérilla ont très peu mordu sur lesrégions économiquement riches. Les investissements impérialistes y sont tels que, d'ores et déjà, cela implique pour la bourgeoisie portugaise, un siège de seconde catégorie, dans un cadre néo-colonial ouvert à toutes les fractions impérialistes. La première carte que va tenter la bourgeoisie portugaise, sera de mettre à la table des négociations des groupes représentant des secteurs de la petite-bourgeoisie urbaine (africaine et métisse) et des secteurs démocratiques du colonat. Trouver une troisième force peut minoriser les mouvements de libération au nom d'une « représentativité nationale ». Voilà sa recette !

C'est ainsi qu'apparaissent des groupes tels que le GUMO multiracial au Mozambique, soutenu sans ambiguïté par le régime. Si des négociations devaient aboutir à un gel de la situation actuelle, n'attribuant au MPLA et au FRELIMO qu'une autorité partielle, il serait impossible de contrecarrer les tendances néo-colonialistes soutenues par une économie largement dépendante des investissements impérialistes. Mais une position sans ambiguïté des mouvements entrainera une épreuve de force entre le gouvernement portugais et la fraction ultra du colonat. Attentiste aujourd'hui, il ne tarderait pas à devenir hégémonique parmi une population blanche dont le vœu le plus cher est de rester et de conserver ses privilèges (le parti ultra « FICO » au Mozambique — FICO signifie « je reste »). La solution à la rhodésienne est une constante dans les débats au sein du colonat. Au Mozambique, cette tendance s'affaire sur des secteurs économiques liés à l'Afrique du Sud : le groupe de **Champalimaud** et le milliardaire **Jardim.** La terreur des réformistes du PS et du PC est donc ce risque de rupture qui, par la crise meurtrière qu'elle engendrerait en Afrique australe, compromettrait définitivement leur gouvernement d'union nationale. Ils vont donc multiplier les pressions sur le FRELIMO et le MPLA pour que ceux-ci acceptent un compromis.

Les réformistes portugais ne seront pas les seuls à jouer les « conseilleurs ». L'ensemble des régimes néo-coloniaux africains vont exploiter maintenant un jeu diplomatique soigneusement mis en place au fil des années et au dépens de l'autonomie des mouvements de libération. Ceux-ci, obligés de compter sur l'aide extérieure, et la bienveillance intéressée des régimes limitrophes ont du adopter une neutralité dangereuse vis-à-vis de ces régimes réactionnaires. Senghor qui soutint un temps le FLING, reconnaît le PAIGC depuis plusieurs années ; mais il a rencontré Spinola deux fois avant l'assassinat de Cabral et mène sa campagne en faveur d'une communauté lusophone. Mobutu de son côté, a déclaré sans ambiguïté qu'il apportait son soutien au FNLA. Cela n'étonne personne. Espèce d'armée des frontières, fraction droitière et ethnocentriste du nationalisme angolais, le FNLA de R. Holden représente l'interlocuteur rêvé pour la bourgeoisie portugaise. Les régimes africains soutiennent la lutte de libération... comme la corde soutient le pendu. Seule, la montée de la révolution africaine peut briser l'isolement des mouvements de libération.

Les négociations entre Lisbonne et la République de Guinée Bissau « occupée » ont commencé à Londres.

Certes, il n'y aura pas de négociations communes avec les trois mouvements. Mais les rapports de force sont différents. Ce que la Guinée, organisée à 90 % par le PAIGC, aura obtenue, servira de référence au MPLA et au FRELIMO. De toutes manières les négociations seront longues. On y traitera des îles du Cap-Vert, bases impérialistes (OTAN) pour lesquelles le PAIGC a toujours proclamé les liens indissolubles avec la Guinée-Bissau.

A Londres, le colonialisme portugais ne discutera pas avec le seul PAIGC. Derrière celui-ci, il y a aussi les dizaines de grèves au Mozambique, les dernières attaques victorieuses du FRELIMO, les déclarations sans ambiguïté du MPLA : « La lutte armée continuera jusqu'à l'indépendance complète ».

Le soutien international doit s'organiser pour peser sur les négociations. Il faut dénoncer inlassablement les tentatives néo-coloniales et être au côté des mouvements de libération pour une indépendance immédiate et inconditionnelle.

C. GABRIEL

Marins [illegible] manifestant pour [illegible] des colonies, avec [illegible] Internationale.

INPRECOR

CORRESPONDANCE DE PRESSE INTERNATIONALE

UN NOUVEAU PERIODIQUE TROTSKYSTE

Publié sous la responsabilité du SECRETARIAT UNIFIE DE LA IVe INTERNATIONALE

PARAIT SIMULTANEMENT EN

ESPAGNOL
ALLEMAND
ANGLAIS
FRANÇAIS

ABONNEMENTS : IMPRECOR

12-14 rue de la Buanderie
Bruxelles 1000

1 an, 25 n° : 30 F

Société Générale de Banque
Agence Dailly
1030 Bruxelles
Gisela Scholtz
Compte n° 210 03 201 73 28

KAMERUN : MAI 55-MAI 74

VINGT ANS DE LUTTES REVOLUTIONNAIRES

Les populations laborieuses du Kamerun, pays placé sous mandat de la Société des Nations en 1916, puis sous tutelle de l'ONU en 1946, étaient lasses de la duperie de ces organismes dirigés par l'impérialisme, dont **Um Nyobe** disait : « L'ONU est le ministère international des colonies ». Elles étaient lasses du pillage de ses richesses et de l'œuvre paternaliste de « civilisation » des colons français et anglais, et s'étaient organisées pour arracher **Indépendance** et **Réunification**. L'Union des Populations du Cameroun, l'UPC, née en 1948, suite aux grèves ouvrières dirigées par la CGKT, contrôlait l'ensemble du pays et capitalisait les aspirations des plus larges couches de la population.

L'ONU devant laquelle **Um NYobe**, secrétaire général de l'UPC avait plaidé plusieurs fois le dossier kamerunais, était alignée sur les positions des colonialistes.

Le gouvernement français n'ayant pu contenir l'impétueux mouvement de libération du peuple kamerunais, opta pour le terrorisme contre les « indigènes ». C'est ainsi que le 19 février 1955(Cf. J.O. du Cameroun du 19 mars 55, page 379), apparut le décret accordant à « toute autorité », c'est-à-dire à tout colon, le droit de requérir la « force publique » pour **disperser** toute réunion **suspecte** de plus de **deux** personnes.

Devant cette tournure, le peuple Kamerunais, dirigé par l'UPC, proclame **la déchéance de la puissance administrative** (française) le 22 avril 1955.

Le 22 mai 1955, était adopté l'emblême national (crabe noir sur fond rouge).

Devant cette ferme détermination, le colonialisme une fois de plus, décida d'élever le niveau de la répression. Le 25 mai 1955, le feu était ouvert sur les manifestations pacifiques de Kamerunais venus acclamer la déchéance de l'Etat colonial et la première montée des couleurs nationales : 5000 morts selon les sources officielles.

L'UPC était dissoute ainsi que toutes les organisations progressistes déclarées au Kamerun.

C'était le début de l'action clandestine des patriotes, et de la lutte populaire.

Au Front de Sanaga Maritime 1956-1960, ont succédé le Front de l'Ouest à partir de 1960, le IIe Front de 1967 à 1969, sous la conduite de l'UPC.

Actuellement encore, le pantin de Yaoundé, Ahidjo déclare que les Kamerunais sont « à l'UNC le jour, tous à l'UPC la nuit ». Tant il est vrai que l'UPC, dirigée par le Comité Révolutionnaire, reste encore le familier visiteur de nuit au Kamerun. L'UPC, comme affirmait **Um Nyobe**, est « l'âme immortelle du peuple kamerunais ».

Le peuple reste mobilisé et vigilant, les évènements de décembre 73 où l'armée fantôche a du ouvrir le feu et faire trois morts étudiants sont là pour le démontrer.

L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU KAMERUN (UNEK)

organise la commémoration de Mai 1955, le

1er juin 1974 à 14 heures 30
Maison du Canada,
Cité Internationale,
37 Boulevard Jourdan, Paris 14e.

Thème : « La lutte de Libération du Peuple Kamerunais dans le contexte africain ».
Projection d'un film récemment tourné en Afrique (avril 1974).
Débat.

▶ entrée libre. ◀

Le président de l'UNEK
F. Nyona HANDY

Les colonies portugaises
Mardi 28 mai
20 h 30 Cité Universitaire
Boulevard Jourdan
Comité Cité Internationale

LETTRE OUVERTE A UN CAMARADE DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Cette lettre ouverte nous est parvenue il y a trois semaines. La suspension de l'hebdomadaire nous a empêché de la publier. Ace moment Hawatmeh avait envoyé un texte publié par un quotidien israélien a grand tirage. Le cadre de cette initiative est analysé ci-dessous. L'action de Maalot, s'inscrit dans l'optique du FDPLP. Prêt à capituler sur la destruction de l'Etat sioniste, sur le droit des Palestiniens à regagner leurs pays, Hawatmeh est obligé, pour ne pas se déconsidérer de mener des actions spectaculaires.

La ferme volonté d'Israël de ne jamais céder mène cette politique à une impasse. Les morts de Maalot sont la pour le confirmer.

La guerre d'octobre a provoqué des bouleversements dans l'ensemble de la région arabe, tant en ce qui concerne la politique des différents régimes de la région que la conscience et les mobilisations des masses. Ces bouleversements n'ont pas épargné la population israélienne et le régime sioniste d'une part, ainsi que le peuple arabe-palestinien et la direction de la Résistance d'autre part.

Un des aspects les plus significatifs des changements survenus comme conséquence de la guerre d'octobre est certainement la nouvelle ligne politique adoptée par une partie de la Résistance palestinienne. L'interview donnée par Nayef Hawatmeh à un journal israélien et le contenu de son message à la population israélienne marquent un tournant dont on ne peut en aucun cas nier l'importance.

Ce n'est pas la première fois qu'Hawatmeh s'adresse à des juifs israéliens. En 69, il avait lancé un appel à la gauche anti-sioniste en Israël où il affirmait la nécessité d'une discussion politique sur la stratégie de la libération de la Palestine d'une part, et l'urgence d'une collaboration internationaliste entre révolutionnaires juifs et arabes d'autre part.

C'est avec la conviction profonde qu'une telle démarche représentait un pas significatif en avant que notre organisation, Matzpen, la seule organisation anti-sioniste en Israël, décida de répondre positivement à l'appel du dirigeant du FDPLP. A travers notre presse, celle du FDPLP et la presse internationale, furent publiées pendant plus d'un an les positions de nos deux organisations et les articles polémiquant avec les positions politiques de chacune des organisations.

La défaite de septembre 70 et un changement certain dans la ligne politique du FD mirent fin à cette discussion fraternelle et aux possibilités d'un travail politique révolutionnaire entre le FD et Matzpen.

Et voilà qu'après la guerre d'octobre, Hawatmeh reprend le dialogue. Mais avec d'autres partenaires, mais avec d'autres objectifs. C'est au nom de l'internationalisme prolétarien et de l'anti-sionisme révolutionnaire que le dirigeant du FD lançait son appel en 1969. Aujourd'hui, c'est au nom de la capitulation, de la « solution pacifique », de la liquidation de la question palestinienne que parle Nayef Hawatmeh. Et ce n'est pas avec les militants anti-sionistes de Matzpen qu'il cherche la voie de la lutte commune ; il dialogue aujourd'hui avec deux dirigeants sionistes connus A. Eliar et I. Ben Aharon, tous deux membres du parti travailliste de Golda Meïr et de Dayan.

Une telle démarche représente aux yeux de la « gauche sioniste » un grand pas en avant : la reconnaissance du « fait israélien » et le dialogue avec des représentants du parti dirigeant, et ceci de la part de ceux qui apparaissaient comme l'aile gauche de la Résistance ; c'est effectivement un pas significatif, mais un pas en arrière.

Le Front Démocratique avait inscrit sur son drapeau la lutte sans concession pour la réintégration du peuple arabe palestinien dans ses droits nationaux, c'est à dire le droit pour chaque Palestinien de réintégrer chaque endroit de la Palestine. En opposition avec les courants dominants dans la Résistance, le FD comprenait que la destruction de l'Etat sioniste, condition sine qua non pour rendre au peuple palestinien ses droits, passait par la lutte révolutionnaire des travailleurs de la région arabe tout entière contre l'impérialisme et les bourgeoisies arabes, alliés objectifs du régime sioniste, et par la mobilisation des travailleurs juifs dans une perspective internationaliste. En ce sens-là, le FD était l'avant-garde de la Résistance palestinienne.

Dans l'interview qu'il a donnée au journal israélien, Nayef Hawatmeh prouve qu'il est aujourd'hui à l'avant-garde de la capitulation. Ce n'est plus la lutte révolutionnaire qu'il prône, mais le « réalisme » politique, c'est à dire la reconnaissance du fait sioniste et la légitimation d'une partie de ses conquêtes.

Loin de lutter pour la continuation du combat révolutionnaire contre le sionisme, il propose à l'Etat sioniste un plan de liquidation de la cause palestinienne, un Etat-fantoche qui coexisterait avec un Etat israélien dont la légitimité serait reconnue de fait par la direction de la Résistance. Loin de dénoncer la « solution pacifique » de Kissinger dont le but est la stabilisation de la domination impérialiste ainsi que du régime sioniste et des régimes bourgeois dans la région arabe, Nayef Hawatmeh est partie prenante de cette solution contre-révolutionnaire et ce au nom du « réalisme ». Loin de faire appel aux travailleurs juifs en Israël et de leur faire comprendre que tant que les Palestiniens n'auront pas réintégré leurs droits légitimes, c'est à dire tant que le régime sioniste ne sera pas détruit, ils ne pourront pas avoir de paix et seront condamnés à une guerre permanente contre les masses arabes, Hawatmeh s'adresse aux dirigeants sionistes et leur troque la lutte palestinienne contre un Etat-croupion.

Quand Nayef Hawatmeh affirme que Eliav et Ben Aharon font plus pour les masses juives que Golda Meïr et Dayan, il trompe aussi bien les masses palestiniennes que les masses juives israéliennes. Car il ne saurait y avoir de « sionisme progressiste ». Toute l'histoire du mouvement sioniste prouve que le rôle de la « gauche sioniste » a été de justifier la colonisation et ses crimes par un vocabulaire progressiste. On ne peut être de gauche et justifier un mouvement de colonisation. En ce sens, le crime de la « gauche sioniste » à laquelle s'adresse le dirigeant du FD est double : participer au mouvement sioniste et mystifier les masses juives en leur faisant croire qu'il peut y avoir un sionisme sans crimes, un Etat sioniste sans guerre permanente et une colonisation libérale sans résistance...

Or, Hawatmeh vient de donner une caution à cette démarche mystificatrice en affirmant qu'une telle politique est « réaliste ». En ce sens, il trahit la cause palestinienne et trompe les travailleurs juifs israéliens, car il n'y aura pas de paix tant qu'existera l'Etat sioniste et si la direction de la Résistance palestinienne est prête aujourd'hui à capituler, le mouvement révolutionnaire des masses arabes reprendra son cours et continuera la lutte pour la libération du peuple arabe palestinien.

Le « réalisme » que défend Hawatmeh est celui de la réalité sociale et politique actuelle, celui de Kissinger, Golda Meïr, Sadate, ce n'est pas le réalisme de la lutte des classes opprimées dans la région arabe, qui déterminera le cours de l'histoire. Ces deux réalités sont contradictoires : l'une, révolutionnaire, représente l'intérêt des masses laborieuses de la région, l'autre est réactionnaire et défend l'ordre impérialiste, colonialiste et bourgeois. Hawatmeh a choisi la seconde.

Quant à nous, militants révolutionnaires de Matzpen-Marxiste (IVème Internationale), nous continuerons à lutter, sans concessions, contre le régime sioniste et contre la direction actuelle de la Résistance, pour la réalisation totale des droits légitimes du peuple arabe palestinien. Nous continuerons à refuser la solution « pacifique » qui vise à stabiliser l'ordre impérialiste dans la région arabe ; nous continuerons à chercher la voie du dialogue et de la lutte commune entre révolutionnaires juifs et arabes.

Que les militants palestiniens le sachent : si Hawatmeh a pu trouver un écho à ses positions capitulardes, au sein du mouvement sioniste, nous ferons tout ce qu'il est possible pour détruire les illusions qu'il a créées. Les militants marxistes-révolutionnaires en Israël ne sont pas dupes et, malgré Hawatmeh et autres liquidateurs, continueront à lutter pour la libération réelle du peuple arabe palestinien, pour la victoire de la révolution socialiste arabe.

Michel WARSCHAWSKI
(membre du BP de Matzpen-Marxiste IVème Internationale)

D.R.

LES ACCORDS AU MOYEN-ORIENT

Alors que les combats continuent sur le Mont Hermon depuis plusieurs semaines, la possibilité d'un désengagement entre Israël et la Syrie est en vue. Cet accord entre dans le cadre des négociations en cours au Moyen-Orient. Après 26 ans de guerre, il semblerait que la fin du conflit soit plus proche que jamais. Mais en fait, derrière cette impression, il apparaît qu'aucun des véritables problèmes ne puisse être réglé à Genève.

Le début des négociations a marqué un réel succès des régimes nationalistes, réactionnaires arabes. Alors qu'ils avaient été déconsidérés par la défaite de 1967, alors que pour les masses arabes, la résistance palestinienne avait seule repris le flambeau de la lutte contre le sionisme, les gouvernements arabes essayaient d'obtenir un compromis honorable avec Israël.

Israël a toujours maintenu une ligne dure, celle du fait accompli, sûre de sa supériorité militaire, convaincue de l'appuis inconditionnel des Etats-Unis, l'Etat sioniste s'était installée depuis la guerre des six jours, dans l'assimilation progressive des territoires occupés.

Ainsi les régimes arabes ont-ils été obligés de mener la guerre d'octobre, maintenant le cap des négociations, mais désirant les obtenir par d'autres moyens. Par cette guerre, ils espéraient que les « super-puissance » feraient pression sur les sionistes. L'URSS, dans le cadre de la coexistence pacifique, le faisait déjà. Les USA revoient partiellement leur politique — appui direct sur la féodalité de l'Arabie-Saoudite pour les tâches d'écrasement des développements sociaux, rapprochement avec l'Egypte et les potentats pétroliers — ne s'appuient plus uniquement sur Israël acceptait d'imposer à Israël de s'asseoir à Genève.

Mais le cadre des négociations est clair pour tous. Il s'agit de régler le conflit sur le dos du peuple palestinien et si possible avec l'accord de la direction de la résistance. Pour réussir cette trahison, il y a des obstacles mineurs dont l'opposition de Hussein de Jordanie à voir les Palestiniens dans leur pays, reconnaître l'Etat sioniste. La direction de l'OLP est prête à aller à Genève, le FDPLP acceptera un Etat palestinien entièrement soumis à l'aide financière, militaire des régimes réactionnaires arabes. Coincé entre l' Etat sioniste et le boucher Hussein, cet état ne pourrait pas engager la moindre lutte contre Israël, ni commencer la construction d'un Etat socialiste.

Tout accord dans ce cadre ira rapidement à l'encontre de la conscience anti-impérialiste donnée aux masses arabes par plus d'un quart de siècle de lutte. Un beau sac de nœuds pour l'impérialisme et la bureaucratie soviétique.

ENTRE L'IMPERIALISME ET LA REVOLUTION

L'Ulster (Irlande du Nord) connait depuis le 15 mai une grève générale. Le mouvement a été déclenché par les ultras protestants. Pour imposer le succès de leur action, ils emploient tous les moyens : menaces contre les non grévistes, piquets armées d'intimidation, représailles contre les commerçants qui ouvrent leurs magasins plus de deux heures par jour, attaque contre les bus en circulation, barrages de voitures, camions volés sur les routes. Ils ont mis en place un système de terreur. Les catholiques sont retranchés dans leurs quartiers, n'osant pas sortir de peur de pogr oms.

Lors des dernières élections au Parlement britanique 11 des 12 députés de l'Ulster ont été des protestants extrémistes dont le leader est le pasteur Paisley. Sur la base de ce succès ils réclament de nouvelles élections au Parlement local pour accentuer leur influence dans la vie politique. Leur but est l'éviction totale des catholiques (15,3% de la population), la remise en cause des accords de Sunningdale qui, dans le cadre d'un accord entre le gouvernement britannique et irlandais et des « modérés » de l'Irlande du Nord permettait une certaine expression des catholiques dans la vie politique au travers des canaux de la démocratie bourgeoise.

Ce nouvel épisode doit être replacé dans la problématique générale de la lutte en Irlande.

L'Irlande du Nord est la dernière colonie en Europe. Au travers d'une bourgeoisie locale protestante se perpétue la domination du capitalisme britannique sur les masses ouvrières catholiques et protestantes. Pour maintenir cette domination, Londres exploite les haines séculaires, soigneusement entretenues entre les deux communautés. La mentalité « petit blanc » (avoir encore en-dessous de soi une catégorie plus exploitée qui fait que l'on a plus l'impression d'être au bas de l'échelle) alimente le racisme actuel. Ce racisme est doublé d'une mentalité fasciste, anti-politicienne, qui, en dernière analyse, favorise les classes dominantes en éloignant les travailleurs des véritables problèmes que sont le chômage, la vie chère qui sont des fléaux en Irlande. Le Monde du 22 mai citait cette déclaration d'un homme de la rue : « **Aux Etats-Unis quand on tue une dizaine de Noirs, cela ne fait pas toute une histoire. C'est ce qu'on devrait faire ici. Quand on prend des membres de l'IRA, il faudrait les aligner contre un mur... ».**

La présence de l'IRA sur la scène politique est sûrement la préoccupation principale du gouvernement britannique et de ses alliés.

Au travers des 50 dernières années, ce mouvement armé a été la continuité du combat anti-colonialiste. Malgré son militarisme, son peu de travail de masse jusqu'à 1962, le courage, l'audace de ses militants en ont fait un phare vers lequel se sont tournés les catholiques. Depuis 1962, des débats importants l'ont traversés. La scission en IRA **provisoire** et IRA **officiel** a sanctionné une divergence sur la conception de la lutte à venir (révolution socialiste ou pas) et la place des actions armées dans le cadre du combat politique.

Les deux ailes sont combattues autant par les Britanniques qui emploient l'internement pour neutraliser ses militants, que le gouvernement bourgeois de l'Irlande du Sud qui se sent directement menacé. Aujourd'hui la responsabilité des révolutionnaires est immense. Il s'agit de combattre la division catholique-protestant, et réintroduire la nécessité de la lutte unie des travailleurs contre leur exploiteur, il faut dénoncer la fascisation de la société protestante et avancer la perspective de la révolution socialiste au Sud et au Nord.

Le gouvernement travailliste britannique a aujourd'hui une politique « d'attendre et voir ». Il est fondamentalement pour le maintien de la domination sur l'Irlande du Nord mais il se trouve soumis à des pressions contradictoires. Les pressions économiques contre un investissement militaire qui coûte cher à une économie très mal en point.

Une pression du gouvernement d'Irlande du Sud qui est obligé de garantir la sécurité des catholiques du Nord sous peine de se trouver entièrement rejeté.

La pression des ultras protestants qui paralysent l'ensemble du pays.

Cette situation est inextricable. Mais il est dangereux pour le gouvernement de Londres de laisser trop longtemps pourrir la situation car un coup d'Etat d'extrême-droite deviendrait alors probable et la réaction de la classe ouvrière catholique pourrait aller très loin dans la remise en cause des structures mêmes de l'Ulster capitaliste.

GAMMA

Espagne

GORA EUSKADI GORRIA ! GORA ESPAINA SOZIALISTA !

19 janvier 1974 : A Madrid, s'ouvre le procès contre nos camarades Carmelo Garitaonaindia, José Luis Eguiguren et Ignacio Arambari. Trois autres camarades sont jugés par contumace.

Impressionnant déploiement de forces sur tout le trajet de la prison - à la Salle du Tribunal; service d'ordre renforcé à l'entrée.

Nos trois camarades déclarent être militants de l'ETA (VI) qui, expliquent-ils vient de fusionner avec la LCR.

Eguiguren, déjà condamné lors d'un précédent procès à 20 ans de prison, a présenté la ligne politique de l'organisation en expliquant les raisons de l'adhésion à la IVème Internationale. A la question : « Comment pouvez-vous vous déclarer innocent, si vous êtes militants de la LCR-ETA (VI) ? », il répond que les tribunaux franquistes ne sont pas compétents pour juger l'action des militants révolutionnaires. Il termine son intervention en se tournant vers le public, le poing levé, au cri de : « **Vive la révolution socialiste** », ce qui provoque son expulsion immédiate.

Garitaonaindia a été expulsé dès le début de son interrogatoire, comme cela s'était déjà produit lors de ses deux procès précédents où il fut condamné à plus de 20 ans de prison. Alors qu'on lui demandait sa profession, il répond : « **militant révolutionnaire de la LCR-ETA (VI)** ». (Carmelo était depuis 1970 jusqu'à son arrestation, ouvrier des Altos Hornos de Vizcaye et membre de la Commission Ouvrière). A la deuxième question : « Pourquoi avez-vous pris les armes, que vous aviez lors de votre arrestation ? », il répond, en rappelant Martinez de Murguia, Goicoechea, Txikia et les autres révolutionnaires abattus par la dictature. Le président du tribunal, José Mateu Cánovas, décrète alors son expulsion immédiate. Carmelo est sorti en criant : « **Gora Euskadi Gorria !** » (**Vive le Pays Basque Rouge !**), «**Gora Espaina Sozialista !** » (**Vive l'Espagne Socialiste !**) et « **Iraultza ala Hil !** » (**Révolution ou mort !**). Suit un instant de confusion, quand le président traite de « crétins » les flics qui n'arrivent pas à faire sortir notre camarade.

Le verdict est prononcé : **6 années de prison ferme pour Eguiguren, 20 pour Carmelo Garitaonaindia et 7 pour Arambari.**

Martinez de Murguia, jugé lors de ce même procès par contumace, a été condamné à 3ans de prison pour « association illicite ». La bêtise sanglante de la justice franquiste atteint là des sommets : Mikel Martinez de Murguia a été assassiné par la police il y a plus d'un an à Lequeitio (Vizcaya)...

« **Les révolutionnaires face aux tribunaux franquistes** » (**Combate numéro 23, organe de la LCR-ETA (VI) IVème Internationale**)

Pays Basque

ASSASSINES !

Deu x jeunes militants de l'ETA (V) ont été abattus par la Garde Civile alors qu'ils venaient de passer la frontière par la mer. Xavier Roque Mendez Villada, qui était réfugié politique à Saint Jean de Luz, et José Luis Mondragon, habitant à Bayonne, essayaient de débarquer avec deux autres camarades lorsque la Garde Civile a ouvert le feu.

Selon Le Monde (22-5-74)«« « **il semble que la police espagnole, informée de leur expédition, les attendait sur la plage** ».l Il est difficile d'affirmer aussi clairement sans le dire, certes, que la collaboration des polices françaises et espagnoles marche plus fort que jamais. Dans ce domaine-là, au moins, on est d'ores et déjà assuré que Giscard entend faire mieux que son prédecesseur. Dès avant son élection, il s'était posé en farouche ambassadeur de l'Espagne franquiste au Marché Commun.

Après Salvador Puig Antich, deux autres militants révolutionnaires viennent donc de tomber sous les coups criminels de la dictature franquiste. Inquiet des évènements qui secouent le Portugal, le gouvernement Arias Navarro cherche plus que jamais une issue dans la répression la plus dure contre les organisations révolutionnaires. Plus que jamais, aussi, s'impose notre solidarité internationaliste qui doit faire obstacle à toute forme de collaboration politique, militaire et policière entre les deux régimes.

FETE DE LUTTE OUVRIERE
1, 2, 3, JUIN
à MERIEL

avec

GRAEME ALLWRIGHT
BERANGER MEMPHIS SLIM etC...

APRES LE REFERENDUM

Le CC des GCR (section italienne de la IVème Internationale), réuni en séance commune avec la commission ouvrière élargie, a fait le point samedi et dimanche soir sur la situation économique et sur les tâches politiques des prochains mois. La victoire du Non au referendum n'est pas à proprement parler le signal d'une nouvelle radicalisation. C'est plutôt la démonstration que la radicalisation d'après 68 a laissé des traces profondes et apporté d'importantes transformations jusque dans les mœurs des Italiens.

Il reste que cette victoire est perçue par la classe ouvrière comme une victoire anti-capitaliste et anti-fasciste importante qui donnera une nouvelle impulsion aux luttes à venir et qui accélèrera la crise de la bourgeoisie.

La situation économique en est à un point crucial : étant donné la faiblesse de l'appareil d'Etat, le seul instrument dont le gouvernement dispose pour faire face à l'inflation galopante c'est la restriction du crédit, le résultat de sa mise en place serait inévitablement une récession assez grave. L'effort de la bourgeoisie sera alors de réaliser un processus de réorganisation avec concentration ultérieure du capital, dont la caractéristique particulière sera un nouvel équilibre entre le capital d'Etat et le capital privé. A la différence des 10 années précédentes, quand l'Etat était seulement un pourvoyeur d'infrastructure et d'énergie et un instrument de soutien aux petites industries, maintenant il prévoit d'intervenir pour soutenir la grande industrie privée, il est aussi fortement question qu'il intervienne comme agent direct des monopoles dans des secteurs qui étaient jusqu'ici l'objet des engagements de l'Etat comme les services sociaux.

Mais les frais de cette opération, c'est la classe ouvrière qui devrait en supporter le poids, et elle n'y est nullement diposée, aujourd'hui moins que jamais.

Les premiers effets des mesures économiques (restriction du crédit et protectionnisme) conduiraient à une augmentation du chômage et une nouvelle hausse phénoménale des prix. Tout cela est considéré comme inévitable pour septembre. Il est absolument exclu que ce moment là soit marqué par une quelconque trêve sociale.

Pour les révolutionnaires, la tâche principale est de préparer une bataille politique générale qui permette à la classe ouvrière italienne de passer à l'offensive. Plus que jamais il s'agit de défendre l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, la bataille pour un gouvernement ouvrier, et face à l'étendue continentale de la crise, pour l'Europe Rouge.

C'est une période décisive pour l'implantation des marxistes révolutionnaires dans l'avant-garde ouvrière dégoutée par la politique opportuniste des bureaucrates, et pour exploiter les contradictions qui s'ouvrent entre les directions et la base de l'ancienne extrême-gauche à cause du tournant centriste.

SOLJENITSYNE ET L'ACTUALITE DU STALINISME

La publication de la « Lettre aux chefs de l'URSS » a relancé le débat sur les « positions politiques » de Soljénitsyne : le PCF lui a donné une grande publicité, y trouvant la confirmation du caractère hyperréactionnaire de Soljénitsyne ; quant aux alliés du PCF (PS, Radicaux et autres), ils ont prolongé le silence prudent qu'ils avaient observé depuis le depuidébut de l'affaire. La volonté de placer le débat uniquement sur le terrain des idées de Soljénitsyne, vise essentiellement à faire oublier le problème central que pose « l'Archipel du Goulag » et, d'une façon plus générale, l'affaire Soljénitsyne, c'est-à-dire celui du stalinisme et surtout de l'actualité du stalinisme aujourd'hui en URSS.

Il est clair que les positions de Soljénitsyne n'ont rien à voir avec le socialisme. Le premier point qu'il aborde dans sa « lettre » est celui de la nécessité pour les dirigeants soviétiques d'« abandonner le marxisme », qui ne peut être que source de violence et qui est à l'origine de tous les maux qu'a connus la Russie depuis 1917. On retrouve ici la position fondamentale que Soljénitsyne cherche à illustrer dans l'Archipel du Goulag : depuis 17, le seul ressort de l'histoire a été la violence et il existe une continuité de fait entre la période léniniste et la période stalinienne. La solution pour Soljénitsyne réside dans un retour à une société « patriarcale », essentiellement paysanne, loin de toutes les perversions liées au progrès technique et industriel, où les vraies valeurs morales, enracinées depuis toujours dans la « terre russe » pourraient pleinement s'épanouir. Face à la décadence générale, la Russie deviendrait ainsi un exemple de régénérescence morale pour le monde entier ! Au travers de ce « messianisme russe » de Soljénitsyne, on voit ressurgir toutes les idées du courant slavophile du siècle passé.

la bureaucratie, principale responsable

Ce qui importe à ce niveau, c'est moins les idées elles-mêmes, que d'expliquer **pourquoi** de telles positions peuvent se développer aujourd'hui en URSS, plus de 50 ans après la révolution de 17, positions qui ne sont pas propres à Soljénitsyne mais qui rencontrent un certain écho parmi l'intelligentsia (certains intellectuels ont même déjà mis en pratique de telles idées, abandonnant tout travail scientifique pour se « rapprocher du peuple »), comme Medvedev le note : « avant son arrestation, Soljénitsyne se considérait lui-même comme Marxiste. C'est après qu'il soit passé par les cruelles épreuves qu'il a décrites avec une vérité impitoyable dans l'Archipel du Goulag, qu'il a perdu sa foi dans le marxisme ». Soljénitsyne et le courant d'idées qu'il représente sont un produit direct du stalinisme en tant que monstrueuse perversion du socialisme. Dans cette affaire, le principal accusé, ce n'es pas Soljénitsyne, mais la bureaucratie.

On a souvent tendance à opposer un Soljénitsyne « progressiste », « anti-stalinien » — celui d'Ivan Denissovitch, du Premier Cercle — au Soljénitsyne d'aujourd'hui, « réactionnaire », « anticommuniste ». Or même au niveau des dates, ce schéma simpliste et rassurant ne se justifie pas : l'Archipel du Goulag a été écrit entre 1958 et 1967, c'est-à-dire entre l'achèvement d'Ivan Denissovitch et celui du Pavillon des Cancéreux. De plus les tendances mystiques de Soljénitsyne sont déjà présentes dans ces œuvres. C'est plutôt l'attitude « tactique » de Soljénitsyne à l'égard de la bureaucratie qui a évolué. Et l'évolution de son attitude est très proche de celle d'une partie de l'opposition intellectuelle durant les années 60.

stalinisme pas mort

Lorsqu'au XXe congrès Kroutchev lança ses attaques contre Staline et les « violations de la légalité socialiste » durant cette période, il suscita d'énormes espoirs quant à un retour à une authentique démocratie socialiste. La publication d'Ivan Denissovitch, du poème d'Evtouchenko « les héritiers de Staline » dans la Pravda nourrissaient les illusions quant à la sincérité de la bureaucratie dans sa critique de la période stalinienne. Aujourd'hui encore, dans sa préface à la « lettre aux chefs de l'URSS » Soljénitsyne témoigne de l'espoir qu'avait fait naître à l'époque, la politique de Kroutchev. Ces illusions, nées du XXe congrès expliquent largement le caractère « réformiste », légaliste que va prendre le mouvement d'opposition durant les années 60 : il s'agira avant tout de contribuer de manière positive à cette démocratisation progressive de la société soviétique.

L'élimination de Kroutchev — dont une des raisons importantes fut la peur de la bureaucratie plus que les critiques et les dénonciations de la période. stalinienne n'ébranlent l'édifice buraucratique tout entier — va s'accompagner très vite d'un durcissement « idéologique » de la bureaucratie. Les livres comme ceux de Soljénitsyne qui faisaient le procès du stalinisme sont interdits de publication ; simultanément les critiques adressées à Staline sont mises sous le boisseau, le XXe et le XXIIe congrès ne sont plus mentionnés dans la presse officielle. Au contraire on remet de plus en plus souvent en avant les aspects positifs, les mérites de Staline (ce qui d'ailleurs témoigne plus d'une volonté de stabilisation de la bureaucratie que d'une véritable réhabilitation de Staline). Les écrivains trop cririques sont condamnés (Siniavsky, Danyel, Guinzbourg, etc.). Le mouvement pour les libertés démocratiques se développe précisément sur la base d'une protestation contre toutes ces violations de la légalité socialiste auxquelles se livre la bureaucratie. A partir de 69, la répression contre l'opposition va devenir de plus en plus systématique. L'expulsion de Soljénitsyne de l'Union des Ecrivains en novembre 69 ne sera qu'un des épisodes de la chaîne de procès, d'arrestations, d'internements dans les hôpitaux psychiâtriques qui ira en s'accélérant pour se terminer avec la sinistre farce du procès Iakir-Krassine. La campagne contre l'Archipel du Goulag puis l'expulsion de Soljénitsyne d'URSS montre à quel point aujourd'hui la bureaucratie ne peut défendre sa dictature que par les calomnies et les mesures policières.

C'est dans le cadre de la liquidation brutale par le KGB de toute opposition, qu'il faut replacer les prises de position de plus en plus violentes et désespérées de Soljénitsyne. Parti avec l'espoir d'une réforme progressive de la société, de la dénonciation des crimes du passé, Soljénitsyne ne verra bientôt plus qu'une société entièrement bloquée où l'arbitraire bureaucratique et policier règne toujours en maître. La seule issue que verra Soljénitsyne, sera de se réfugier dans une attitude de refus de plus en plus intransigeant et violent du système. D'une façon générale, les déclarations récentes des différents oppositionnels, aussi aberrantes qu'elles soient, comme les appels à l'ONU et au Sénat américain de Sakharov, témoignent surtout de l'impasse où se retrouve aujourd'hui l'opposition en URSS.

Dans l'Archipel du Goulag, les prises de position de Soljénitsyne, par leur caractère négatif même, illustrent et permettent de mieux comprendre les « errements » idéologiques d'une grande partie de l'opposition aujourd'hui en URSS et la difficulté qu'il y a à renouer avec le marxisme authentique, après 40 ans de règne de la bureaucratie, lorsque toute la propagande officielle vise à affirmer la continuité entre la période léniniste et la période stalinienne qui a suivi — et la propagnade bourgeoise ne dit rien d'autre, tant cette assimilation sert ses intérêts. Que le refuge dans le mysticisme puisse apparaître à certains comme la seule réponse possible traduit surtout un sentiment d'impuissance à mordre sur la réalité.

Certes, le livre de Soljénitsyne, en présentant le stalinisme comme un « long tunnel de l'horreur » ne permet pas mais, bien au contraire, éloigne de la compréhension du stalinisme comme le produit d'une situation historique donnée. Mais en montrant concrètement ce que fut la période stalinienne, la quotidienneté de la répression, les arrestations, les procès truqués, les exécutions, la réalité des camps où les droit-commun tenaient le haut du pavé et étaient les fidèles auxilliaires du NKVD, Soljénitsyne rouvre un débat que la bureaucratie espérait à tout jamais enterré. La réaction des dirigeants soviétiques, la brutalité même de cette réaction, montrent à quel point ils restent aujourd'hui les « héritiers de Staline ». Medvedev a tout à fait raison lorsqu'il déclare que les marxistes n'ont rien à perdre dans ce débat. Ce sont les bureaucrates staliniens qui sont les vrais perdants

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail *(facultatif)*.....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéménée -Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication
Henri Weber
Les articles signés n'engagent pas necessairement le point de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ «ROUGE»
abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Abonnement choisi.....